

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SAINT-SIMONISME

ET

L'HÉRÉDITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 3 juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

André ROBERT

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
TRUCHY, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26. Rue Monsieur-le-Prince 26

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SAINT-SIMONISME

ET

L'HÉRÉDITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

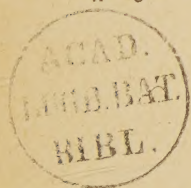
Le mercredi 3 juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

André ROBERT

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur.
TRUCHY, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince. 26

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

OEUVRES DE SAINT-SIMON ET D'ENFANTIN. *Dentu*, 1866.

LE GLOBE. — Années 1831-1832.

PAUL JANET. — Origines du socialisme contemporain.
Alcan, 1893.

THIEN. — De la propriété. *Paulin Lheureux et Co*, 1848.

LÉON FAUCHER. — Origine, caractère et progrès de la propriété. *Guillaumin*, 1856.

CHARLETY. — Histoire du Saint-Simonisme. *Hachette*, 1896.

CHAPITRE PREMIER

La suppression de l'hérédité dans le Saint-Simonisme.

La suppression de l'hérédité peut être considérée comme une des plus importantes revendications de l'école saint-simonienne. Elle est importante non seulement par la place qu'elle occupe dans l'ensemble de la doctrine mais encore par l'objet qu'elle se propose et qui ne tend à rien moins que changement social complet. Dans tous leurs ouvrages, dans toutes leurs publications, les Saint-Simoniens ne cessent de réclamer la destruction des privilèges de la naissance avec une insistance qui rappelle le fameux « *delenda est Carthago.* »

Dans *l'Exposition de la doctrine* il n'y a guère de séances où une attaque ne soit poussée contre l'hérédité ; dans *l'Organisateur* et surtout dans le *Globe*, depuis janvier 1831, on trouve à chaque numéro la même phrase qui revient avec une obsédante régularité. Elle forme d'ailleurs une des trois épigra-

phes de ce journal afin que le lecteur sache de prime abord que l'on poursuit l'édification d'un régime social où « tous les privilèges de la naissance seront abolis ».

Néanmoins on ne peut approfondir que difficilement les idées Saint-Simoniennes sur ce point ; Ils se sont abstenus de les développer avec l'ampleur nécessaire laissant à leurs auditeurs le soin de tirer de leur formule les développements qu'elle comporte.

Les circonstances dans lesquelles cette théorie de la suppression de l'hérédité a été incorporée dans la doctrine restent également assez obscures. Saint Simon n'a jamais traité la question de l'hérédité. Ni dans *l'Industrie* ni dans le *Catéchisme des Industriels* ni dans le *Nouveau christianisme* ni à plus forte raison dans les ouvrages philosophiques du début de sa carrière on ne trouve une attaque contre elle. Dans ses écrits économiques Saint-Simon se préoccupera surtout de la production et sa doctrine se rapprochera simplement de l'interventionnisme.

Cette question fut tranchée définitivement pendant la période d'expansion silencieuse qui s'étendit de 1826, date de la chute du *Producteur*, à 1828, période pendant laquelle le cénacle Saint-Simonien arrêta les bases de l'« Exposition de la doctrine Saint-Simonienne ».

Parmi les nombreux collaborateurs de Bazard on

ne peut distinguer ceux qui jouèrent un rôle prépondérant dans la discussion du sujet qui nous occupe. Mais on peut reconstituer assez aisément la marche de leurs idées.

Dans le *Nouveau christianisme*, Saint-Simon, arrivé au terme de l'évolution de ses idées, avait affirmé une fois de plus la nécessité d'une rénovation religieuse et ramassé en une formule, qui devait, elle aussi, devenir plus tard l'une des épigraphes du *Globe*, l'essence de la religion nouvelle. « Toutes les institutions sociales, avait-il dit, doivent avoir pour but l'amélioration morale, intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » Ses disciples de la première heure et ceux qui les suivirent prirent sans hésiter cette parole comme ligne de conduite. Mais ils en dégagèrent des conséquences avec une logique rigoureuse sans se lier indissolublement à la pensée du maître. Les auteurs de *l'Exposition* l'ont affirmé à plusieurs reprises. Ils ne veulent pas interpréter servilement l'œuvre de Saint Simon mais bien l'utiliser comme un point d'appui pour s'élancer toujours plus haut.

Ils n'y ont pas manqué. Avec une précision mathématique et une ardeur religieuse ils ont poussé leurs déductions à l'extrême, abstraction faite des contingences humaines. N'oublions pas, en effet, que nombre des Saint-Simoniens les plus marquants ont reçu une haute culture mathématique : Enfantin

Lechevalier, Transon sont des polytechniciens ; Olinde Rodrigues a été répétiteur à l'École polytechnique ; l'algèbre leur a donné l'amour de l'absolu. Tous, d'autre part, sont animés d'une foi religieuse qu'ils espèrent communiquer à leurs adeptes et qui doit aplanir les obstacles auxquels ils se heurteront.

L'attitude des libéraux, qui cependant attaquent le régime de Juillet, les scandalisent. Ils leur reprochent de s'arrêter à mi-route dans l'application de leurs principes. Le *Globe* du 20 janvier 1831 reproche amèrement au *National* d'attacher quelque importance aux droits résultant de la naissance. Le 2 février de la même année, il gourmande le parti libéral de ne pas vouloir abolir l'hérédité économique après avoir aboli l'hérédité politique ; la féodalité vit encore dans la personne des oisifs ; il faut l'anéantir à tout jamais.

Cette rigueur dans la doctrine amena les Saint-Simoniens à préconiser, pour soulager les classes pauvres, le procédé le plus logique peut-être mais aussi le plus difficile à employer. Ils avaient, en effet, plusieurs moyens à leur disposition. Ils pouvaient solliciter des secours de la charité des riches. Mais l'aumône leur répugne comme attentatoire à la dignité de l'homme libre. Le *Globe* ne parle qu'en gémissant de ces fêtes de bienfaisance que l'on donne soi-disant pour atténuer la misère mais en réalité pour amuser ceux qui y prennent part (1). Ils pouvaient encore dis-

1. *Globe*, 10 février 1831.

cipliner les classes ouvrières et leur faire engager la lutte en vue d'une augmentation des salaires qui leur aurait facilité l'accès de la propriété; ils auraient pu créer des foyers d'assistance par le travail. Mais tous ces projets leur parurent, sans doute, des palliatifs sans importance. Ils les écartèrent et prirent la résolution de refondre entièrement une société mal organisée au hasard des vicissitudes des siècles passés. Au lieu d'une anarchie permanente on instaurerait un ordre méthodiquement conçu qui permettrait de vaincre la nature et d'établir à tout jamais la paix sur la terre.

Quelle serait la base sur laquelle serait établie la cité merveilleuse? Ce ne pouvait être que la justice. Chacun recevrait une tâche proportionnée à ses facultés; à l'homme favorisé par la nature, riche des dons de l'intelligence, seraient réservés les travaux les plus importants. En revanche la récompense serait proportionnée à l'effort. Ainsi chaque pièce de la machine sociale étant soigneusement adoptée à la fonction qu'on lui réservait, il était permis d'espérer une harmonie dont la portée aurait été incalculable.

C'est ainsi que de la formule de Saint-Simon ils dégagèrent la suivante (seconde épigraphe du *Globe*) :
« A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. »

Mais cette conception, si belle en théorie, soulevait dans son application des difficultés inextricables.

Pour établir un ordre de choses où le mérite seul doit déterminer la place de chacun, il est indispensable qu'une stricte égalité règne sur tous les membres du corps social avant que le déploiement de leurs talents et de leurs mérites respectifs ne les ait départagés. Or, cette égalité n'existe pas à l'heure actuelle. Nous connaissons bien l'égalité devant la loi mais les Saint-Simoniens la considèrent comme une duperie. Que signifie de dire à des gens : « Vous pouvez parvenir à toutes les places » si l'on sait qu'en fait ils n'ont pas les moyens d'y accéder ? Parmi les hommes, les uns, dès leur naissance, sont en possession des biens et des honneurs, sans que leur mérite intervienne en aucune sorte, les autres naissent au contraire dépourvus de tout. Comment concevoir le bon fonctionnement d'une société dont la constitution repose sur une telle erreur initiale ?

En un mot les Saint-Simoniens se heurtèrent à l'hérédité dès qu'ils eurent précisé les premiers points de leur doctrine. Ils virent en elle une institution néfaste qui favorisait l'écrasement du faible par le fort, qui permettait à une nuée d'oisifs de vivre aux dépens des laborieux et qui nuisait à l'ensemble des hommes en favorisant une répartition illogique du fonds de production, c'est-à-dire des instruments de travail.

Sans se demander si l'hérédité n'avait pas son utilité, si elle n'avait point à son actif de nombreux

bienfaits, ils proclamèrent sa suppression indispensable.

Ils ne pensaient pas que le sentiment de l'amour paternel inspire à l'homme une infatigable énergie qui le pousse à travailler jusqu'à son dernier jour dans l'espoir d'améliorer le sort de ses enfants :
« L'homme a des vices, a dit Thiers (1), il en a de
« tout genre. Il en montre d'atroces quelquefois à
« l'égard de ses semblables ; mais il n'en a presque
« jamais à l'égard de ses enfants ; c'est que, voulant
« assurer la conservation de l'espèce humaine, la
« nature prévoyante a profondément enfoncé dans
« son cœur l'amour paternel et a fait de ce senti-
« ment non une vertu mais un instinct irrésistible. »

Ils ne pensaient pas non plus que l'hérédité donne encore à la famille deux forces dont l'importance économique est incontestable : la stabilité et la tradition, et qu'involontairement ils travaillaient peut-être à sa destruction. Comment l'homme s'engagerait-il dans une entreprise de longue haleine s'il n'était pas sûr du lendemain, c'est-à-dire de la continuation de son œuvre par la génération qui le suit ? Comment une entreprise pourrait-elle se développer si, à la mort du chef de famille, elle devait ou être détruite ou passer entre les mains d'étrangers qui bouleverseraient maladroitement l'œuvre commencée ?

1. *De la propriété*, livre 1^{er}, chap. X.

Quoi qu'il en soit, les Saint-Simoniens vont droit au but. L'institution de la propriété héréditaire est condamnée. Aucune compromission n'est possible entre l'actuel et le futur état de choses.

« Nous ne voulons pas, dit Chevalier (1), escamoter misérablement, en faveur du peuple, quelques mesquines améliorations de détail. Nous posons hardiment cette double alternative : ou se refuser à toute amélioration, entourer la propriété héréditaire de privilèges et de garanties au prix du bien-être des masses, ou bien entrer franchement dans le système des améliorations populaires et se rendre par là complice de l'abolition de tous les privilèges de naissance. C'est un choix à faire. »

Et pour résumer leurs idées sur la question, ils n'hésitent pas à inscrire, en tête du *Globe* dès le 18 janvier 1831 date où ils s'en emparent définitivement, leur devise qui découle logiquement des précédentes : « Tous les privilèges de la naissance seront abolis. »

Ces trois principes : soulagement de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, répartition du travail et du profit proportionnellement à la capacité et aux œuvres, abolition de l'hérédité s'enchaînent et s'expliquent mutuellement. Il ne faut point les séparer les uns des autres, objecte le *Globe* du 18 février 1831 au *Correspondant* qui l'accuse de pousser

1. *Globe*, 29 octobre 1831.

les ouvriers à la révolte en demandant la suppression de l'hérédité. L'abolition de l'héritage ne sera plus une spoliation du jour où on pourra le reconquérir par son travail.

D'ailleurs en visant l'hérédité, les Saint-Simoniens ne cherchent pas à attaquer la propriété. « Nous ne voulons pas, disent-ils, détruire le droit de propriété mais le transformer (1). Quand on leur objecte cependant qu'en attaquant l'hérédité ils amoindrirent singulièrement la propriété, ils répondent que cette éventualité n'est point pour les effrayer. Tout se transforme ici-bas, la propriété comme le reste.

C'est ainsi que l'abolition de l'hérédité devint la pierre angulaire de la doctrine saint-simonienne. Cette théorie dangereuse et utopique ne pouvait que jeter le discrédit sur elle ; les contemporains hostiles à l'école lui reprochèrent avec quelque perfidie de vouloir un communisme étroit et scandaleux. Les idées du Père Enfantin sur la réhabilitation de la chair et sur le rôle du prêtre dans la société future ne pouvaient que contribuer à développer autour des Saint-Simoniens une atmosphère de suspicion qui ne se dissipa que quand on les vit succomber sous le ridicule. Cependant ils avaient toujours repoussé l'espoir d'une égalité absolue qu'ils considéraient au contraire comme le prodrome de l'anarchie. Rien ne

1. *Globe*, 20 octobre 1831.

ressemble moins à cet état de choses que la hiérarchie saint-simonienne où s'étagent dans une majestueuse ordonnance : le prêtre, le savant et l'industriel.

Peut-être aussi ont-ils été accablés par la critique pour n'avoir pas formulé leurs idées avec toute la netteté désirable. Dans l'amas confus de leurs redites sans nombre, il est difficile de dégager un exposé très méthodique de la question. C'est pourquoi après avoir étudié, d'après les Saint-Simoniens l'évolution de la propriété et de l'hérédité, les griefs qu'ils nourrissent contre cette dernière, et les avantages qu'ils voient dans sa suppression, nous analyserons quelques-unes des objections qui ont soulevé leurs contemporains pour enfin nous attacher à l'examen de l'organisation nouvelle qu'ils méditaient et des mesures transitoires qui devaient y conduire.

CHAPITRE II

Évolution de la propriété et de l'hérédité

Les Saint-Simoniens ont été des précurseurs de l'école historique. A maintes reprises, ils se basent sur le passé pour en déduire l'avenir. Mais dans cette étude de l'histoire, qu'ils interprètent à leur façon, ils ne manquent jamais de supposer résolu le problème dont ils cherchent la solution.

Un état de choses meilleur que l'état présent existera certainement un jour car l'humanité est en marche vers le progrès. De cela, ils ne doutent point ; pour eux, le sens de l'évolution de l'humanité est parfaitement indiqué et leurs idées ont développé en eux une invincible foi dans les destinées de l'homme. *A priori*, ils affirment sans hésiter que l'hérédité et peut-être la propriété n'existeront plus un jour. Chacun travaillera pour tous et tous travailleront pour chacun ; toutes les sources de nos maux seront taries grâce à Saint-Simon et à ses disciples.

Notre état social est tellement différent de ce tableau enchanteur que même si l'on croit au progrès on peut se sentir découragé en songeant au long espace de temps qui s'écoulera avant que les premiers rayons de cette lumineuse aurore viennent réchauffer l'humanité ; mais les Saint-Simoniens ont prévu l'objection : « Ne vous découragez pas, disent-ils en substance. Nous sommes plus près que vous ne pensez de la réalisation de nos idées, de cette « association universelle » prédite par Saint-Simon. L'histoire des hommes se confond avec celle des progrès qu'ils ont accomplis. Elle nous marque une élévation lente mais continue vers l'idéal lointain que nous poursuivons. Déjà avant que le maître ne fût venu apporter la bonne parole, le vieil édifice d'iniquité était sapé à sa base. Une poussée insensible mais puissante s'est produite pendant les siècles qui ont précédé le nôtre. Chaque âge s'est débarrassé d'une injustice et d'un préjugé. Mille indices nous montrent que les institutions qui paraissaient les plus inébranlables s'effritent lentement, en attendant le moment de s'écrouler d'un seul coup. Nous pouvons l'affirmer, avec Saint-Simon : la poire est mûre. »

Au début des temps l'humanité a été en proie à l'anarchie ; la violence régnait souverainement. Puis sous l'impulsion de forces qui s'ignoraient elles-mêmes, cette exploitation de l'homme par l'homme n'a

cessé de se transformer conjointement avec le droit de propriété (1). C'est la loi de l'antagonisme décroissant découverte par Saint-Simon.

Il nous est aisé de la vérifier. Quand on parcourt d'un coup d'œil rapide l'histoire universelle, on constate un adoucissement des mœurs, une diminution des guerres, une plus étroite cohésion entre les innombrables éléments qui peuplent la surface du globe. La vieille maxime « *homo homini lupus* », a perdu une partie de sa force.

Sans doute, des philosophes chagrins prétendent que ce changement n'est qu'apparent, que le fond de l'homme est resté le même et qu'il suffit de bien peu de chose pour réveiller les vieux instincts féroces qui sommeillent en lui ; mais enfin les faits sont là dans leur muette éloquence. Ce sont les circonstances qui les ont produits, admettons-le, mais enfin ces circonstances des hommes les ont amenées par un labeur acharné.

Du reste la cause importe peu en regard de l'effet. Or, que voyons-nous : l'esclavage a été supprimé, les garanties de la liberté individuelle ont été accrues ; on a réglementé la guerre de façon à en atténuer autant que possible les excès. La vie d'un peuple de l'antiquité n'est qu'une longue lutte sans merci et sans autre issue que l'extermination de l'ennemi.

1. SAINT-SIMON ET ENF., tome 41, p. 220.

Aujourd'hui lorsqu'un peuple est vaincu, on respecte les propriétés privées, la vie des non-combattants et des prisonniers. Les nations sont devenues des personnes morales qui vivent de leur vie propre et dont les querelles ne doivent pas troubler la sphère des intérêts particuliers.

En outre par suite du développement de la vie économique et de la multiplication des moyens de communication, les peuples et les particuliers se sentent solidaires les uns des autres. Dans la complication de la vie moderne, les isolés sont voués à l'impuissance. Sans cesse un peuple fait appel au crédit des autres ; une crise commerciale en Amérique réagit sur le marché européen. Les particuliers, de leur côté, se groupent pour entreprendre ces travaux tels que constructions de chemins de fer, exploitations de mines, qui nécessitent des capitaux considérables, ou bien encore pour parer aux calamités possibles : assurances, mutualités, etc...

Ainsi, d'une part, diminution des luttes à main armée, d'autre part accroissement de la solidarité humaine, tel est l'aspect général de l'évolution sociale. Les Saint-Simoniens sont donc fondés à dire que l'antagonisme primitif décroît pour faire place à l'association universelle.

Dans ces conditions quel est le devoir qui s'impose à nous ?

« L'humanité, répond l'*Exposition* (1), doit travailler directement à réaliser l'association universelle ; par là nous entendons surtout qu'elle doit s'occuper de transformer l'éducation, la législation, l'organisation de la propriété et toutes les relations sociales, de manière à réaliser le plus promptement possible sa condition future. »

Il faut donc accélérer dans la mesure de nos forces la marche de cette évolution qui est loin d'être terminée. Si l'exploitation de l'homme a diminué dans une large mesure, en fait il existe encore des opprimés, de véritables esclaves exploités comme le furent les esclaves antiques. La lutte pour la vie continue sous une autre forme moins meurtrière peut-être qu'autrefois mais ayant néanmoins ses victimes.

Et pour justifier cette assertion, les Saint-Simoniens ne manquent pas de dépeindre le sort misérable de l'ouvrier. Ce tableau nous l'avons vu depuis retracé mainte et mainte fois mais jamais avec autant de mesure et de sincérité. Ce qui le rend particulièrement touchant, c'est qu'il n'est point le prélude d'une excitation à la révolte mais un appel aux plus nobles sentiments de l'homme. Et peut-être cet appel n'a-t-il pas été stérile car la condition de l'ouvrier s'est depuis améliorée à bien des points de vue et pas toujours sous la pression de la menace.

1. S.-S. ET ENF., tome 41, p. 222.

Il faut se reporter à l'époque où parlent les Saint-Simoniens, époque de transition marquée par les sanglantes émeutes de Grenoble et de Lyon en France et par la terrible crise qui fit trembler l'Angleterre pour ne point trouver quelque exagération dans les affirmations de l'*Exposition*. (1).

« L'ouvrier est exploité matériellement, intellectuellement et moralement comme l'esclave... il ne peut se marier sans tomber dans une effroyable misère... la misère physique le conduit à l'abrutissement. »

La femme est encore plus exploitée que l'homme. On profite de sa faiblesse, de son incapacité politique, pour restreindre ses droits, la mettre au niveau de l'aliéné et du mineur, lui infliger des salaires dérisoires en échange d'un labeur écrasant.

Quelle est la cause de ce lamentable état de choses ? Il faut la chercher dans une mauvaise organisation sociale et dans des lois défectueuses. « Une législation fille du droit de conquête investit certains hommes du monopole des richesses, c'est-à-dire de disposer à son gré et même dans l'oisiveté des instruments de travail (2).

Ce monopole est conféré par l'hérédité. En permettant la transmission des biens par décès, la législation crée « *une hérédité de la misère* ». La seule

1. S.-S. ET ENF., p. 226, tome 41.

2. S. S. ET ENF., p. 226, tome 41.

différence avec l'esclavage et le servage c'est que le travailleur n'est plus attaché à la glèbe, différence très appréciable, il faut le reconnaître, car c'est déjà beaucoup de pouvoir disposer de sa personne. Mais cette liberté inscrite dans les lois est souvent illusoire. « Depuis longtemps l'idée que l'homme ne saurait être opprimé par sa naissance a pénétré les esprits et les constitutions civiles l'ont sanctionné, mais en fait il n'en est pas de même et sauf quelques exceptions, les avantages et les désavantages propres à chaque position sociale se transmettent héréditairement (1). »

L'hérédité est donc la source la plus féconde des maux de l'humanité. « La transmission de la richesse par l'héritage est une des caractéristiques de l'exploitation de l'homme par l'homme. » Mais sa suppression entraîne un bouleversement social complet et le renversement du régime de la propriété, grave éventualité qui n'effraie pas les Saint-Simoniens. Ils considèrent même comme imminente la Révolution qui mettra fin à l'exploitation de l'homme ; ils l'appellent de tous leurs vœux. Néanmoins ils se refusent à préconiser l'emploi de la violence. La Révolution sera pacifique et résultera nécessairement de la nature des choses.

Toutes les institutions en effet ont été bonnes à un

1. S.-S. ET ENF., page 225, t. 41.

moment donné, même celles qui nous paraissent les plus odieuses comme l'esclavage. Le régime féodal, la propriété individuelle ont rendu d'incontestables services. Mais cette dernière disparaîtra comme d'autres institutions ont disparu.

« Oui, et c'est sans balancer que les saint-simoniens le déclarent, dit Reynaud dans sa prédication sur la Propriété ; aujourd'hui le droit de propriété est un principe utile ; c'est la seule base qui, bien que minée déjà de toutes parts, maintienne quelque reste de stabilité dans notre société toute chancelante. Nous faisons l'éloge de la propriété comme nous avons fait l'éloge de l'esclavage et de la féodalité : bons dans un temps, mauvais dans l'autre (1). »

C'est une grave erreur de la croire immuable. L'étude de l'histoire dissipe cette illusion ainsi que la doctrine s'efforce de le démontrer.

Il y a lieu de remarquer ici que les Saint-Simoniens semblent n'avoir pas connu très à fond l'histoire de la propriété primitive qui n'a du reste été vraiment étudiée que postérieurement à eux. En particulier, ils semblent ne pas s'être rendu compte que la propriété primitive a été collective et que le passage de la propriété collective à la propriété individuelle a constitué un progrès considérable.

1. S.-S. ET ENF., p. 232, tome 43.

« L'histoire nous montre partout, dit M. de Lave-
« leye (1), la propriété individuelle sortant de la col-
« lectivité primordiale. Je vois bien des groupes
« d'hommes qui, sous l'empire de l'exaltation reli-
« gieuse, mettent en commun tout ce qu'ils possèdent
« et renoncent à distinguer le tien du mien ; nulle
« part je ne découvre tout un peuple abolissant la
« propriété privée pour établir la communauté. »

Les Saint-Simoniens ne remontent pas aussi haut dans l'histoire pour y puiser des arguments tendant à démontrer que le régime de la propriété est déjà miné et chancelle sur ses bases. Ils croient trouver dans les récentes convulsions de la Révolution française la preuve que des attaques quasi-décisives ont été déjà portées à la propriété et l'ont fortement ébranlée.

Nous savons aujourd'hui qu'ils se trompaient sur ce point. Les aspirations de la Révolution ont été nettement individualistes. Mais à une aussi courte distance des événements il était aisé de se tromper surtout si l'on voulait s'attacher, comme le faisaient les Saint-Simoniens, à certains actes législatifs qui, étudiés isolément, semblaient effectivement appuyer leurs théories.

On n'accomplit pas une besogne aussi formidable que celle impartie aux divers gouvernements qui se

1. *La propriété et ses formes primitives*, p. 16, Alcan.

succédèrent en France de 1789 à 1805 sans sortir des règles communes et sans fouler aux pieds des intérêts légitimes. En outre, le changement, opéré tant dans les mœurs que dans les lois, fut tellement brutal (peut-être plus en apparence qu'en réalité) que rien ne devait plus désormais paraître impossible à ceux qui en avaient été les témoins.

Considérons en particulier ce qui se passa pour l'hérédité.

Avant la Révolution, dans les pays de droit écrit, le père de famille disposait par testament de ses biens comme il l'entendait et *généralement* au profit de son aîné. Semblable au paterfamilias romain il disposait en fait de la personne même de ses enfants. On sait qu'il était d'usage courant de faire entrer dans les ordres ceux d'entre eux dont l'établissement semblait malaisé. Le fameux roman de Diderot : *La Religieuse*, a décrit les désordres que causaient parfois ces étranges coutumes dont l'habitude faisait accepter la barbarie.

L'hérédité jouait un rôle tout aussi important dans la vie publique que dans la famille. L'immense majorité des charges de l'État même et surtout les plus importantes se transmettaient de père en fils. De graves abus en résultaient et il est même étonnant que l'on n'en ait point compté davantage ; peut-être faut-il attribuer cette heureuse modération à la force de la tradition et aux éléments nouveaux qui nonobs-

tant les coutumes en vigueur parvinrent à s'élever au premier rang comme Colbert.

Il en était de même dans toutes les classes de la société. Le fils du marchand ou de l'artisan succédait à son père comme le fils du magistrat. Les corporations opposaient des barrières difficiles à franchir au compagnon qui voulait s'élever au patronat. Mais ces barrières s'abaissaient officieusement devant le fils du maître lorsque l'âge lui permettait de briguer l'atelier paternel.

Il en résultait un défaut de circulation dans le corps social ; l'émulation manquait. Appuyés sur les privilèges que leur conférait la naissance, les uns ne travaillaient que mollement à se rendre dignes des positions qu'ils occupaient, tandis que les autres n'apercevant devant eux qu'une carrière sans issue, se décourageaient et n'essayaient point de soulever le joug de la fatalité qui pesait sur eux.

La Révolution changea tout cela avec une rapidité d'autant plus étonnante que jamais l'hérédité semblait n'avoir été plus forte ainsi que l'atteste l'ordonnance royale de 1781, exigeant des officiers, quatre quartiers de noblesse au moins. Comment, après de tels faits, ne pas s'étonner de voir balayer en une nuit des charges héréditaires dont quelques-unes représentaient des fortunes ?

Lorsque les barrières héréditaires eurent été rompues, une activité nouvelle s'empara du pays. Des

espoirs furent ouverts à ceux qui piétinaient dans des chemins barrés par d'infranchissables obstacles. Le premier venu put se flatter d'occuper ces charges redoutables sur lesquelles il n'aurait point osé lever ses regards quelques années auparavant. Des fils d'artisan devinrent procureurs généraux comme Bellart ou maréchaux de France comme Ney ; un garçon d'auberge devint roi.

La Révolution ne se borna pas d'ailleurs à renverser les privilèges de l'hérédité en matière politique, elle attaqua véritablement la propriété.

« La Révolution, a dit M. Paul Janet (1), a touché
« à la propriété dans trois circonstances mémorables.
« Elle a touché à la propriété individuelle par l'abo-
« lition des droits féodaux, à la propriété dans la fa-
« mille par les lois successorales, enfin, à la propriété
« de corporation par l'aliénation des biens ecclésias-
« tiques. »

Il nous semble qu'on pourrait ajouter à ces trois faits un quatrième : la confiscation des biens des émigrés qui fut certainement un rude coup porté au principe de l'inviolabilité de la propriété. La suppression sans indemnité de l'hérédité des charges paraît également sujette à caution.

M. Janet s'est efforcé de démontrer qu'en édictant

1. *Les origines du socialisme contemporain*, Alcan, 1893, p. 4.

ces lois, les hommes de la Révolution n'ont point voulu visé la propriété :

« L'abolition définitive des droits féodaux n'a été
« après tout que le dernier acte d'une révolution qui
« durait depuis des siècles et qui tendait toujours à
« faire passer la propriété du seigneur au vassal. Le
« premier acte en avait été l'hérédité des bénéfices
« consacrée par les traités d'Andelot et de Quercy.
« A partir de ce moment, le fief, au lieu d'être une
« concession provisoire et aléatoire, était devenue
« une propriété (1). »

M. Janet reconnaît cependant que si l'abolition sans indemnité de certains droits féodaux était parfaitement légitime, elle constituait pour certains autres une regrettable injustice susceptible de fournir ultérieurement un point d'appui à la démagogie.

En ce qui concerne les lois successorales, M. Janet estime que le principe de la liberté absolue de tester est contestable, car un homme ne peut avoir la prétention de manifester ses volontés jusque dans l'avenir le plus reculé. D'ailleurs, il ajoute : « Nos
« lois successorales ne sont pas nées de l'arbitraire
« des législateurs, de la théorie des philosophes, d'un
« besoin systématique et spéculatif ; elles ont été la
« conséquence logique et nécessaire des faits (2). »

1. JANET. Ouvrage cité, p. 21.

2. JANET. Ouvrage cité, p. 57.

Quant aux attaques contre la mainmorte, il les regarde comme bienfaisantes car la mainmorte conduit tout droit au communisme avec tous ses inconvénients. Sous l'ancien régime, la mainmorte avait, en effet, immobilisé des masses de richesses qui rentrèrent dans la circulation générale pour le plus grand bien de la société tout entière. Des terres cultivées auparavant avec négligence, rendirent cent pour cent de plus lorsqu'elles furent retombées sous le régime de la propriété individuelle. Les couvents, de même que le clergé séculier, n'avaient pas intérêt à faire fructifier des richesses dont ils ne jouissaient pas. Quand une collectivité dispose des fruits de son travail, les résultats obtenus sont médiocres, chacun s'en remettant au voisin du soin de travailler à la prospérité générale, ainsi que l'établissent les études qui ont été faites sur le *mir* russe ; à plus forte raison quand la collectivité devra employer le produit de ses biens à des aumônes ou à satisfaire aux pieuses volontés des donateurs.

M. Janet examine également la reprise des biens du clergé au point de vue métaphysique et conclut à sa légitimité ; ses arguments ont une grande force mais dans de pareilles questions il est bien difficile de se faire suivre au milieu des subtilités de la dialectique par la majorité des auditeurs fâcheusement impressionnés par le fait de la spoliation brutale.

Reste enfin la confiscation des biens des émigrés

qui a été compensée, il est vrai, par le milliard de la Restauration. Mais cette compensation tardive n'a pas été acceptée sans résistance et une multitude d'écrivains libéraux ne se sont point fait faute d'affirmer que la confiscation pure et simple de biens appartenant à des particuliers peut être proclamée dans un but d'intérêt public.

Si l'on ajoute à ces faits les écrits de certains personnages de cette même époque dont les idées absolues portent l'empreinte d'une admiration un peu excessive pour les lois de Lycurgue, on constatera que les Saint-Simoniens étaient fondés dans une certaine mesure à se réclamer de la Révolution de 1789 pour en prédire une nouvelle d'une portée plus considérable.

Saint-Just dans les *Institutions républicaines* supprime les successions collatérales et le droit de tester (1). Necker dans la *Législation et le commerce des grains* proclame « la propriété héréditaire une loi des hommes » ; c'est « un privilège », un abus de la liberté qui peut aller jusqu'à permettre que la force opprime le faible ; Rabaud Saint-Etienne dans la *Chronique de Paris* réclame l'égalité des fortunes par des lois sur les héritages.

Ainsi que nous l'avons dit, toutes ces attaques étaient bien superficielles. Pour les juger, il faut d'abord

1. JANET, Ouvrage cité, p. 100.

compter avec les passions politiques et l'inexpérience économique du moment ; il faut ensuite remarquer qu'il existe un abîme entre la suppression de l'hérédité en matière politique, la division égale de l'héritage, la dispersion de la mainmorte, la confiscation même, d'une part, et la suppression radicale et permanente de la propriété individuelle d'autre part. Les premières de ces mesures ne froissent qu'une minorité ; certaines d'entre elles, comme la division de l'héritage par exemple, font plus d'heureux que de mécontents. En revanche la suppression de la propriété soulèverait contre elle une immense majorité de protestataires. La foule accepte assez facilement les injustices qui lui profitent. Il faut une vertu peu commune pour recevoir des coups quand on ne vous demande que d'accepter un bienfait ; on préfère généralement étouffer ses scrupules et se faire une douce violence. Mais quand le même glaive est levé sur toutes les têtes un touchant accord réunit contre l'ennemi commun les gens qui se battaient la veille.

Les Saint-Simoniens, au contraire, infèrent beaucoup de ce qu'ils considèrent comme le début de l'évolution prédite par eux. Reynaud voit dans la suppression en 1789 des charges héréditaires « une notable atteinte à la constitution de la propriété » (1).

1. S.-S. ET ENF., t. 43, p. 252.

« Mais ce privilège subsistait encore, ajoute-t-il. Est-il
« juste que des hommes soient rétribués suivant la
« capacité qu’avaient eue leurs ancêtres. » Et il en conclut qu’il n’y a aucune différence entre la noblesse héréditaire et la propriété héréditaire.

Les variations apportées par la loi au mode de transmission des héritages appelle particulièrement l’attention des auteurs de l’*Exposition* :

« Dans l’espace de quinze siècles environ (1) on peut
« observer trois états de la propriété quant au mode
« de sa transmission, qui tous trois ont été sanction-
« nés par la législation et les mœurs. D’abord, le pro-
« priétaire a eu la faculté de disposer comme il l’en-
« tendait, après lui, des biens dont il était en posses-
« sion ; il pouvait en déshériter sa famille ou en faire
« entre ses membres une répartition arbitraire. On
« lui a dit : c’est la loi désormais qui désignera votre
« héritier, vos biens ne pourront être transmis qu’à
« des enfants mâles et parmi eux à l’aîné seul. Plus
« tard, le législateur a changé de nouveau le règle-
« ment de l’hérédité en partageant également entre
« tous les enfants la fortune de leurs pères. »

Les Saint-Simoniens ne manquent pas de tirer la conclusion qui, selon eux, ressort de ces constatations, et ils émettent la théorie future du collectivisme en paraissant réserver toutefois dans une certaine mesure la propriété individuelle.

1. S.-S. ET ENF., tome 41, page 234 et suiv.

« La loi de progression que nous avons observée
« tend à établir un ordre de choses dans lequel l'É-
« tat et non plus la famille héritera des richesses
« accumulées en tant qu'elles forment ce que les éco-
« nomistes appellent le fonds de production. »

C'est aller un peu vite en besogne. L'*Exposition* nous offre ici un exemple très intéressant du danger que présente l'emploi imprudent de l'histoire. Cette science n'est pas quoi qu'on dise une branche des sciences physiques et la méthode inductive ne lui est pas applicable. Une institution peut être attaquée, se voir dépouillée d'une partie de ses attributions mais subsister cependant dans son essence comme un roc qu'un torrent dépouille de la terre végétale qui le couvre sans pouvoir l'ébranler.

Tel est jusqu'à présent le cas de la propriété.

CHAPITRE III

Injustice de l'hérédité

En essayant de prouver par des faits que l'évolution de la propriété s'exécute, conformément à leurs principes les Saint-Simoniens ne restent pas impassibles et ne se bornent pas à enregistrer froidement les résultats de leur étude. Sans doute, certains événements se réaliseront forcément mais il est préférable qu'ils arrivent plus tôt que plus tard et c'est ce que peut réaliser la volonté de l'homme. Aussi dans la question de la suppression de l'hérédité, ils se gardent bien de dissimuler leurs préférences ; ils ne demandent au contraire qu'à porter sur ce fondement du régime social actuel une main destructive.

Ils ne se bornent pas à invoquer la pitié de ceux qu'ils veulent convertir, ils font valoir des griefs précis contre l'hérédité. Ils lui reprochent d'être injuste et de nuire aussi bien à ceux qui en bénéficient qu'à ceux qui sont opprimés par elle. Nous examinerons présentement le premier de ces deux griefs.

Il est certain que lorsqu'on examine abstraitement le problème, et l'on sait que les Saint-Simoniens ne se sont jamais beaucoup préoccupés des contingences humaines, la solution n'en est guère douteuse : l'hérédité se justifie surtout par des raisons d'ordre pratique et en particulier par l'énergie au travail qu'elle développe chez le père. Qu'on la proclame un merveilleux instrument de progrès, nous ne pouvons en disconvenir. Mais qu'elle soit juste en elle-même, c'est ce qu'il est difficile de soutenir.

Examinons en effet les droits du nouveau-né. Les saint-simoniens, qui abusent de l'évidence n'ont, nulle part, essayé de les déterminer. Nous allons, un instant, nous substituer à eux ou plutôt nous placer dans leur état d'esprit et faire ressortir ce qu'ils ont voulu sous-entendre.

Tout d'abord, le nouveau-né a-t-il des droits ?

Dans les sociétés primitives on répondait négativement à cette question. Le nouveau-né était revendiqué par la cité qui ne l'admettait dans son sein que si elle le jugeait digne de lui rendre plus tard des services en la défendant et en accroissant son patrimoine. Était-il faible ou contrefait ? C'était une bouche inutile ; on le déposait dans un endroit écarté, sur le sommet de quelque montagne et si un berger ne recueillait pas l'infortuné, il retombait dans le néant d'où il venait de sortir. Mœurs barbares que nous n'avons pas le droit de critiquer trop haut car

nos sociétés modernes se débarrassent autant qu'elles peuvent des enfants abandonnés.

Nous n'avons pas cependant la franchise des anciens qui protégeaient le nouveau-né uniquement parce que futur citoyen. Nous reconnaissons à l'enfant un droit, ce droit que l'on appelle pompeusement le droit à la vie et qui se manifeste par une obligation naturelle des parents vis-à-vis de l'enfant qu'ils ont mis au monde. Nous n'admettons pas que l'enfant soit sous l'unique sauvegarde de l'amour paternel. Nous affirmons au contraire que les parents en lui donnant le jour s'engagent tacitement à le nourrir, à l'élever, à le soigner, jusqu'à ce que lui-même soit en état d'y pourvoir et nous estimons qu'il serait d'un monstrueux égoïsme de créer des êtres puis de les rejeter ensuite comme d'inutiles jouets.

Quant à la société, elle a intérêt à protéger l'enfant qui, plus tard, sera une force utile mais cet enfant n'est pas son créancier ; bien au contraire, il est même avant de naître son débiteur indirect, car de même qu'il sera protégé par ses parents, de même ceux-ci sont protégés par elle contre les ennemis et les dangers de toutes sortes.

Combien d'années s'écouleront d'ailleurs avant que cet enfant puisse rendre un service ? Peut-être même tous les sacrifices consentis en sa faveur seront inutiles et auront été accomplis pour favoriser le développement d'un parasite social. Devenu un travailleur

actif il pourra néanmoins être plus embarrassant que nécessaire, si l'on en croit la théorie de Malthus qui tend à prouver que l'accroissement de la population est plus rapide que l'accroissement des subsistances.

Ainsi donc l'enfant n'a qu'un droit : le droit de vivre, vis-à-vis de ses parents et n'en a aucun vis-à-vis de la société. Que devons-nous en conclure logiquement ?

Nous devons en conclure que l'enfant ayant été élevé jusqu'à l'âge où il peut pourvoir à son entretien, ayant reçu les instruments qui lui sont indispensables pour travailler et conserver son existence, doit s'estimer avoir reçu tout ce dont il avait besoin et à quoi il avait droit. Il ne pourra dire à la société : « rends-moi le bien de mes parents », puisqu'il ne peut plus rien exiger d'eux. Les parents ne pourront même lui laisser davantage car ils sont comptables du reste de leurs biens vis-à-vis de la collectivité. L'enfant ne pourra non plus, pour réclamer leurs biens, se baser sur la somme de travail fournie par eux pour les acquérir car, suivant la parole de Reynaud, « il n'est pas juste que les hommes soient rétribués suivant la capacité dont leurs ancêtres ont fait preuve. »

D'ailleurs n'oublions pas qu'il est très difficile de déterminer dans quelle mesure le travail d'un homme a contribué à lui procurer les biens qu'il possède. En réalité la somme de travail que peut fournir l'être humain est insignifiante et sa valeur ne peut être com-

parée qu'à la valeur de l'unité dans un nombre immense. Si chaque homme était réduit à ses seules forces, si la valeur de son travail n'était pas multipliée par la valeur du travail de ceux qui l'ont précédé, si ses semblables ne contribuaient point à son œuvre par leur labeur, nous serions encore plongés dans la barbarie des premiers âges. Nous progressons grâce à l'expérience acquise par les ancêtres, grâce à l'état de société dans lequel nous vivons ; mais qu'un accident nous sépare du reste des humains et nous voilà plus chétifs et plus pauvres que l'animal qui, lui du moins, possède l'instinct sauveur.

Nous n'avons donc point à nous prévaloir de notre travail pour affirmer notre droit sur nos biens et l'enfant, *a fortiori*, ne peut invoquer le travail de ses parents. D'autant plus que cette richesse peut avoir été acquise sans le moindre effort. Une heureuse spéculation est souvent plus efficace que le travail et l'économie ; la fable des deux hommes dont l'un cherche la fortune par tout le monde sans la rencontrer, tandis que l'autre demeuré chez lui la trouve à sa porte, ne ment pas toujours.

L'antiquité voyait donc juste en rapportant tout à la cité. Socrate (1), avant de glorifier les guerriers morts, fait l'éloge de l'Attique, de la terre nourricière, mère féconde des grands hommes, et il termine en

1. PLATON, tome II. *Menexène*, Charpentier, éditeur

célébrant la République qui console et soutient les parents, les veuves et les orphelins des héros tombés pour elle, voulant ainsi montrer que ce qu'il y a de meilleur au cœur de l'homme lui vient de l'état social dans lequel il est placé.

Or, notre organisation moderne, ainsi que l'ont fait remarquer les Saint-Simoniens, est en opposition avec cette conception de la richesse répartie selon le mérite. Tandis que, dans la tribu primitive, le plus brave guerrier reçoit la plus grosse part de butin, le hasard de la naissance fait que parmi nous apparaissent d'injustifiables inégalités. Les uns naissent dans la gêne, voire même parfois dans le dénuement le plus absolu ; leurs parents ne peuvent que leur donner peu ou point d'éducation, ce qui leur interdit l'accès de bien des carrières ; ils sont voués à des travaux pénibles, menacés continuellement par la misère et le vice. Et comme contraste nous voyons les autres auxquels les premiers peuvent être égaux, supérieurs même au point de vue moral et physique, nous les voyons apparaître dans la vie merveilleusement protégés et armés. S'ils sont bêtes ou paresseux ils vivront sans rien faire au sein des jouissances que procure le luxe. S'ils sont intelligents ils domineront forcément grâce aux instruments dont ils disposent ; éducation raffinée et capitaux abondants.

En un mot, des individus égaux en droit ne le sont pas en fait. Il en résulte une rupture inévitable et

permanente de l'équilibre social qui pourrait finir par constituer un danger grave, et si l'on ne rencontrait parfois dans les classes ouvrières des êtres exceptionnellement énergiques et intelligents, si d'autre part des prodiges et des incapables ne se glissaient parmi les capitalistes, on verrait en présence deux classes ennemies et formant un parfait contraste : la classe des riches ayant tout, la classe des pauvres n'ayant rien.

Un formidable conflit s'engagerait fatalement entre elles deux mais des accidents divers viennent rompre la tension qui se produit parfois entre ces deux fractions hostiles. Notre société a ceci de paradoxal qu'elle ne peut subsister que grâce aux vices et aux besoins superflus des détenteurs du capital. Supposez un instant que ces derniers se découvrent un jour la simplicité de goûts des anachorètes, les deux tiers du pays en seront réduits le lendemain à la mendicité. Calculez le nombre de gens qui vivent à Paris des industries de luxe et vous serez contraint d'avouer que les prodiges, les débauchés, les joueurs, les inutiles de toutes sortes, en un mot les gens qui achètent surtout ce dont ils n'ont pas besoin, sont aussi nécessaires que les travailleurs qui méprisent cette existence tout en rêvant de pouvoir la mener.

On peut objecter qu'il existe des classes moyennes, intermédiaires entre le gros capitalisme et le prolétariat. Mais dans certains pays ces classes existent

peu ou point. Elles sont d'ailleurs elles aussi sous la domination du capitalisme. La seule arme qu'elles possèdent, l'instruction, s'est émoussée par son développement. Un prolétariat intellectuel s'est formé à son tour. Dix fois plus de candidats qu'autrefois se présentent pour l'obtention de la moindre place vacante et l'on peut envisager le moment où ce prolétariat joindra ses doléances à celles du prolétariat manuel.

Les Saint-Simoniens d'ailleurs ne s'embarrassent pas de l'existence d'une classe moyenne. Ils partagent les hommes en deux classes : ceux qui ont quelque chose et ceux qui n'ont rien. Ces derniers victimes de l'hérédité, reçoivent des lois l'égalité civile mais les circonstances les cantonnent dans leur caste beaucoup mieux que des mesures administratives. Ils vivront donc leur vie sans espoir, sans idéal, comme des brutes. Des hommes de génie existent peut-être parmi eux qui jamais ne pourront se révéler faute de quelque argent. « La capacité toute seule « est un faible titre au crédit. Pour acquérir il faut « posséder déjà. Le hasard de la naissance distribue « en aveugle les instruments de travail (1). »

Ce tableau est plus sombre que nature. Cette inégalité s'atténue quand on examine le fond des choses. Il n'y a pas dans la vie que les satisfactions du corps

1° S.-S. ET ENF., tome 41, p. 106.

et les chagrins et les douleurs peuvent se trouver dans un palais comme sous une chaumière. Même au point de vue physique, des compensations se produisent. L'ouvrier rentrant fatigué de son travail mangera un plat grossier avec plus de plaisir qu'un riche des mets raffinés.

On a vu d'autre part des ouvriers vaincre la fatalité et conquérir la fortune ou les honneurs, voire même les deux en même temps. Mais les Saint-Simoniens ne considèrent ces mortels heureux que comme des exceptions confirmant la règle. Or, ils ne veulent pas le bonheur de quelques-uns mais celui de tous. Remarquons aussi que ces gens arrivés rapidement et à force de poignets à une situation inespérée manquent toujours de quelque chose ; ils ne profitent pas de leurs richesses ; ils sont comme gênés de leur succès que l'on attribue plus au hasard qu'au talent.

L'hérédité, quoi qu'on dise, est une lourde chaîne que l'on ne peut rompre aisément. La pauvreté n'abandonne pas facilement ceux qu'elle domine. Que d'obstacles doit surmonter l'enfant de l'ouvrier pour sortir de sa sphère. Les études coûtent cher et nécessitent un temps considérable. Or, la famille a besoin du salaire de l'enfant ; on le retire le plus tôt possible de l'école primaire pour le placer à l'usine ; alors ce sont les interminables journées qui brisent le corps et l'âme. Cependant des dangers sans nombre guettent le foyer. Le chômage et la maladie sont des

fléaux toujours menaçants et que rien ne peut parer car quelques jours de repos forcé ont vite fait de dévorer les maigres économies que les prévoyants (tous ne le sont pas) ont pu amasser. Enfin les tentations sont plus fortes, les plaisirs étant moins nombreux. De là les ravages que causent dans les milieux ouvriers l'alcool et la prostitution, ravages qui malheureusement sont loin d'être en diminution.

Il semble donc que, sauf quelques privilégiés, tout le monde devrait réclamer la suppression de l'hérédité. Il n'en est rien malheureusement. Les apôtres de la société future se heurtent à l'égoïsme des parents, à leur ombrageux amour pour leurs enfants. La majorité des hommes n'admet qu'une chose c'est qu'on doit pouvoir disposer à son gré du bien que l'on a gagné à la sueur de son front et en disposer surtout en faveur des siens.

Chacun dans son étroit égoïsme s' imagine que ses enfants ou lui finiront par atteindre le but entrevu dans ses rêves. L'espérance est un levier qui soulève le monde mais l'entrave aussi, personne ne voulant sacrifier son bien même modeste dans l'espoir que ce bien est la première pierre de l'édifice que l'on veut construire. Ceux-mêmes qui attaquent l'injustice sociale ne visent qu'à prendre la place de ces repus et de ces jouisseurs qu'ils dénoncent à la vindicte publique et la coalition des intérêts privés mal entendus triomphera, comme elle l'a toujours fait, tant

que les masses n'aient pas été éclairées par des efforts répétés.

Les raisonnements ont peu de prise sur de tels sentiments ou plutôt sur de tels instincts. Cependant les Saint-Simoniens, ainsi que nous l'avons déjà vu, ne veulent point mettre la force au service de la rectitude de leurs jugements. La persuasion leur semble l'arme la plus efficace et c'est en s'adressant tantôt à la pitié de leurs auditeurs, tantôt à leurs intérêts qu'ils espèrent obtenir la destruction définitive de l'hérédité.

Nous avons parlé précédemment (1) de l'éloquence passionnée avec laquelle les Saint-Simoniens ont décrit les misères et les souffrances des classes ouvrières. Nous allons maintenant examiner de quelle manière ils s'efforcent de faire appel à cet égoïsme ou plutôt à cet instinct de conservation qui semble inhérent à la nature de l'homme.

1. Chapitre V.

CHAPITRE IV

Avantages résultant de la suppression de l'hérédité

Le régime de la liberté économique représente aux yeux des Saint-Simoniens le règne de l'anarchie la plus néfaste. Pour eux qui estiment l'ordre et l'harmonie par-dessus tout, rien de bon ne peut sortir d'un pareil chaos.

Tout y est abandonné au hasard. Celui-ci naît riche, celui-là pauvre, sans que leurs mérites respectifs interviennent dans le choix du sort. Il en résulte une déperdition de force qui nuit gravement à la collectivité. Le système de l'hérédité joint par conséquent au défaut d'être injuste celui d'être néfaste aux peuples qui l'adoptent. Sa suppression entraîne au contraire une amélioration capitale en encourageant le mérite et en créant par conséquent parmi les citoyens une émulation bienfaisante.

« Actuellement, dit l'*Exposition* (1), les depositai-

1. Page 238, tome 41.

« res des instruments de travail sont en général mauvais parce que choisis par le hasard de la naissance. » Le fonds de production se trouve indistinctement réparti entre ceux qui sont propres ou non à le faire valoir. Un paresseux ou un incapable hériteront de vastes usines qui périliteront sous leur direction et un amoindrissement de la somme des valeurs sociales en résultera. En revanche des intelligences de premier ordre dénuées de tout appui ne réussiront pas à se créer la situation à laquelle elles ont droit et végéteront sans rendre des services proportionnés à leur amplitude. On voit encore des maisons de commerce ou des industries ne prospérer que par les soins d'un fondé de pouvoir qui ne profitera jamais pleinement des fruits de son travail, système déplorable qui lèse un laborieux et nourrit un parasite. Notre société ressemble à un chantier dans lequel les outils ne seraient point distribués aux ouvriers d'après les aptitudes et l'habileté de chacun d'eux mais au contraire tirés au sort.

Quel immense bienfait si au lieu de ces inégalités dont la vue est douloureuse parfois à ceux-mêmes qui en profitent, on pouvait établir un régime de communisme fondé sur une fraternité sincère ! Les hommes ne sont-ils pas semblables à des naufragés perdus sur une île déserte qui doivent réunir leurs efforts et leurs ressources parce que l'union seule peut les sauver ? Quelles merveilles pourrait accom-

plir l'humanité disciplinée et unie ? La nature serait domptée et améliorée et tous, participant au profit, vivraient une existence exempte de soucis immérités ; tous travaillant, la part de chacun serait moins lourde ; on ne verrait point, comme aujourd'hui, les uns accablés sous le faix, les autres oisifs. Enfin nous ne verrions pas des hommes vigoureux (ceci n'est pas le moindre sujet d'étonnement de l'observateur) chercher vainement du travail, des états, entreprendre des constructions inutiles pour donner du pain à une partie de leurs sujets ou entretenir grassement les voleurs ou les assassins tandis que d'honnêtes gens meurent de faim.

Les économistes répondent à ces critiques en faisant observer qu'on aurait tort de vouloir supprimer ce merveilleux aiguillon qui s'appelle l'hérédité parce qu'il n'est pas sans défauts comme toutes les choses humaines. Sans doute, il est mauvais de voir un employé subalterne consacrer tous ses efforts à nourrir un patron inutile. Mais l'espérance que son fils pourra, grâce à une bonne éducation et au pécule amassé par son père, éviter une pareille exploitation et devenir patron à son tour, est une compensation que l'on ne saurait négliger. En outre la justice apparaît tôt ou tard, l'équilibre se rétablit inévitablement. Si le fils du patron est intelligent et laborieux, ce qui se produit plus fréquemment que ne l'affirment les Saint-Simoniens, les choses vont

comme elles doivent aller. Si, au contraire, c'est un paresseux ou un incapable, il finira par se ruiner et par être obligé de travailler à son tour.

Ces objections n'infirmant pas absolument la thèse saint-simonienne. Entre le bon et le mauvais patron, il y a le nombre considérable de ceux que l'on pourrait arriver à remplacer très aisément. Si l'on rencontre rarement un homme susceptible de monter une affaire on en trouve beaucoup capables de diriger une affaire constituée. Il est donc évident qu'une sélection serait avantageuse en ne mettant au premier rang que des hommes de valeur. D'autre part, la disparition d'un mauvais patron n'est pas sans causer des troubles profonds : c'est une perte d'argent, ce sont des ouvriers sans travail, c'est un foyer d'activité qui disparaît.

De même avec le système de l'hérédité, les capitaux disponibles ne sont pas toujours employés à bon escient. Tantôt le capital est d'une prudence exagérée et se porte vers les valeurs dites de tout repos en négligeant l'industrie, le commerce et l'agriculture. Tantôt les capitalistes plus audacieux montent sur les conseils de gens peu scrupuleux des affaires destinées à tomber inévitablement : on construit des bâtiments qui ne serviront jamais, on achète des machines coûteuses que l'on revendra au poids, etc..., toutes pertes qu'éviterait une organisation méthodique dans laquelle le capital ne serait détenu que par des mains expérimentées.

Robert

On ne peut donc qu'applaudir la formule saint-simonienne ; à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. Malheureusement cette formule irréprochable en théorie est d'une application terriblement difficile. Nous verrons ultérieurement qu'elle nécessite un bouleversement social complet dont nul ne pourrait préciser les conséquences.

Du reste l'hérédité officiellement supprimée ne finirait-elle point par reparaître d'une manière plus ou moins déguisée ? On se plaint aujourd'hui ainsi que de tout temps du favoritisme qui en est une des formes. Or, n'est-il pas à prévoir que dans une société hiérarchisée, la faveur interviendrait d'une façon constante. Le père intriguerait son fils et le pousserait devant ses camarades plus méritants. Et d'un autre côté si des règlements sévères intervenaient, on supprimerait toute émulation en même temps que l'avancement au choix. Chacun, sûr de progresser à l'ancienneté ne montrerait qu'un médiocre zèle en se reposant sur le voisin de tout ce que le règlement ne lui aurait pas rigoureusement prescrit.

∴

Les Saint-Simoniens ont prévu une objection encore plus grave. On les a accusés de vouloir détruire la famille en établissant un régime communiste par trop excessif qui se serait étendu jusqu'à supprimer les liens du sang. Ils se sont toujours défendus de

méditer de pareilles pensées et bien au contraire ils se sont attachés à démontrer que la destruction de l'hérédité ne pouvait qu'affermir le foyer familial. C'est même un des avantages qu'il font tout particulièrement miroiter aux yeux des adeptes.

« La famille ne disparaîtra pas avec l'héritage, car
« actuellement ceux qui n'ont pas d'héritage n'au-
« raient pas de famille. L'héritage au contraire, est
« une cause de désordre et de désunion. Le jour
« viendra où chacun recevra de l'État, distributeur
« des instruments de travail, une éducation et une
« fonction conformes à sa vocation et une rétribution
« conforme à ses œuvres (1). »

Leur argumentation nous semble un peu naïve. Ils s'imaginent, par exemple, que la suppression des « légitimes espérances » épurera l'amour des enfants pour leurs parents en le rendant désintéressé. Nous doutons que cet argument ait eu beaucoup de succès. Les « légitimes espérances » n'empêchent pas les enfants d'aimer sincèrement leurs parents à moins qu'ils ne soient assez dénaturés pour souhaiter leur mort.

On doit reconnaître qu'il est difficile de trouver des raisonnements assez puissants pour inciter les parents à laisser leurs biens à la collectivité après leur mort. La prévoyance en faveur de la femelle et

1. *Globe*, 5 nov. 1831.

des petits est un sentiment inné chez l'homme comme chez l'animal. L'habitant des cavernes s'efforçait de constituer une réserve de vivres pour permettre aux siens de subsister pendant quelque temps au cas où il serait venu à disparaître, comme le bourgeois s'efforce d'amasser une dot pour chacun de ses enfants.

Contre ce sentiment aussi tenace qu'ombrageux les Saint-Simoniens déploient à maintes reprises toutes les ressources de leur éloquence.

On s'attache particulièrement à convaincre les femmes dont l'amour maternel est le plus redoutable adversaire de la réforme projetée (1). On leur rappelle que Saint-Simon a réhabilité la femme en la délivrant de l'esclavage de l'homme dont elle est devenue l'égale ; qu'il a voulu la délivrer de la prostitution en l'arrachant à la misère, arguments généreux mais peu efficaces car les bénéficiaires de ces réformes que les Saint-Simoniens ont l'air de croire déjà réalisées, ne sont point en général intéressées à la question de l'hérédité, tandis que les mères de famille heureuses dans leur ménage, entourées de leur mari et de leurs enfants ont toutes raisons de vouloir le maintien du système actuel. Elles sont cependant intéressées à la suppression de la guerre

1. S.-S. ET ENF., tome 43, pages 182 et 221.

meurtrière, à l'abolition de laquelle les Saint-Simoniens n'ont cessé de travailler.

« On invoque d'autres raisons à l'égard des pères et des enfants. Reynaud les a développées dans la prédication sur la propriété (1).

C'est d'abord, nous l'avons vu, la suppression des « légitimes espérances » que fondent les enfants sur la disparition de leurs ascendants, et qui aura pour effet de resserrer les liens de la famille unie désormais par l'amour seul. On ne verra plus ces procès scandaleux qu'amènent les successions : « Vous pourriez « vous inquiéter.... Si vous veniez à vous rappeler ce « code, amas confus des querelles qu'amènent les « détails de succession et ces procès de propriété qui « nourrissent à grands frais nos tribunaux et nos « légistes et éclatent dans les familles en longues « discordes qui brisent l'union. »

Autre avantage : la suppression de l'hérédité entraîne la suppression d'un souci cruel pour les parents : l'avenir de leurs enfants. Dans la pensée des Saint-Simoniens en effet, l'État, recueillant les héritages, a le devoir de servir de tuteur aux enfants et de se charger d'accomplir tous les devoirs qui incombaient à leurs précédents possesseurs ; il délivre ainsi ces derniers d'une responsabilité qui pèse lourdement sur eux : « Seriez-vous moins heureux, s'écrie

1. S.-S. ET ENF., tome 43, pages 232 et suivantes.

« Reynaud, alors que pour marier vos filles il ne
« vous serait pas nécessaire d'épargner assez d'or
« pour leur acheter un mari digne de leur qualité !
« Seriez-vous moins heureux alors que sans dépen-
« ses et sans intrigues de votre part, l'État lui-même
« se chargerait de donner à vos fils une éducation
« convenable et des places conformes à leurs goûts et
« à leur capacité ; alors que rattachés par des liens
« sympathiques à une famille impérissable : la fa-
« mille humaine, ils ne seraient exilés nulle part et
« trouveraient un père dans chaque chef, un frère
« dans chaque associé. »

La réponse des intéressés à ces questions pressantes se conçoit aisément : « Nous serons infiniment plus heureux qu'aujourd'hui, diront-ils, si vos promesses se réalisent, mais se réaliseront-elles ? Nous avons tout lieu de supposer qu'elles sont purement gratuites. Comment transformerez-vous la société humaine en une famille impérissable où nos enfants
« ne seront exilés nulle part et trouveront un père dans chaque chef, un frère dans chaque associé ? »

Il n'était pas aisé d'apporter des éclaircissements décisifs et les Saint-Simoniens n'ont cessé de se maintenir dans de prudentes généralités. Leur assurance ne peut donc s'expliquer que par le mysticisme dont ils étaient imprégnés et qui, excitant leur imagination, leur montrait l'avenir comme ils le désiraient.

Certes nos sociétés individualistes sont dures pour l'homme isolé. Personne ne lui offre un appui désintéressé ; il est la proie guettée par la misère et la faim auxquelles un caprice de la fortune peut le condamner. Un égoïsme étroit n'ouvre les portes des foyers qu'à ceux dont on espère quelque avantage. Le chef de famille mort, la femme et les enfants privés de soutien sont délaissés ou deviennent, s'ils ont quelque bien, le point de mire de tous les intérêts surexcités. Dans les bas-fonds, gronde la foule immense de ceux qui n'ont rien, prolétariat intellectuel et prolétariat manuel qui, l'un excitant l'autre, bouillonnent en attendant que l'émeute leur permette de s'élancer à la curée.

Quelle jouissance ses biens peuvent-ils procurer au riche quand il entend les clameurs d'envie de la foule et qu'il s'endort chaque soir sur un volcan ? Pourquoi s'acharne-t-il à conserver d'inutiles richesses qui le dénoncent à la haine, au lieu de les employer à semer le bonheur pour le plus grand profit de sa propre sécurité ?

Voyez plutôt la prédication de Laurent dans l'*Organisateur* du 25 septembre 1830 (1). Dans sa péroraison, il s'adresse aux bourgeois en ces termes : « Accueillez donc avec reconnaissance, au lieu de la « repousser avec dédain ou avec effroi, la doctrine

1. S.-S. ET ENF., tome 3, p. 46.

« qui vient faire pour vous ce que l'évangile fit pour
« les propriétaires d'esclaves, ce que la prudence des
« rois et des grands vassaux fit pour les propriétai-
« res de serfs. Plus vous redoutez le désordre, plus
« vous craignez d'être violemment dépouillés, plus
« vous devez vous attacher à la croyance nouvelle
« qui peut seule désarmer la colère des masses. Ce
« n'est pas une protection guerrière que nous vous
« présentons, c'est l'appui d'une association fondée
« sur la communauté d'affections d'idées et d'intérêts
« et dans laquelle chacun sera classé selon ses facul-
« tés et rétribué selon ses œuvres. »

L'association fraternelle du Saint-Simonisme serait certes très douce mais que de longues étapes à parcourir encore avant qu'elle ne s'épanouisse. Déjà cependant quelques efforts couronnés de succès ont été tentés. La mutualité s'est développée avec une remarquable ampleur et l'initiative privée a suppléé à l'inertie de l'État. Un gros effort reste néanmoins à faire. Un mouvement s'est dessiné récemment et l'État a semblé vouloir agir avec vigueur afin d'établir ce qu'on a appelé : un régime de justice sociale. Mais les difficultés auxquelles on s'est heurté, pour les retraites ouvrières en particulier, ont frappé de stérilité les plans ébauchés. En de pareilles matières il nous semble que le rôle de l'État est de favoriser la prospérité publique par le développement de la production en laissant à l'initiative privée le soin de faire

Le reste jusqu'au jour où, par la création d'organes nouveaux il sera en mesure de pourvoir à des services dont la charge, à l'heure actuelle, ne pourrait que lui causer d'inextricables embarras.

*
* *

La thèse saint-simoniennne n'eut pas le moindre succès. Les bourgeois, estimant sans doute qu'un tien vaut mieux que deux tu l'auras, employèrent leur esprit de sacrifice à défendre la propriété le fusil au poing. Ce fut à cette époque que de paisibles boutiquiers enjambant leurs comptoirs vinrent réprimer les émeutes dans les rangs de la Garde Nationale et infliger une forte désillusion aux doux apôtres de la fraternité humaine.

Ces derniers, nous devons le reconnaître, tout en agitant de riantes images devant les yeux de leurs auditeurs n'allaient point jusqu'à proclamer qu'ils se faisaient fort d'installer le paradis sur la terre.

« De tout temps, écrit Enfantin à Holstein (1), on « gagnera la fortune par un rude travail et de tout « temps aussi on suera la douleur pour acquérir « l'amour.

« Il n'y a que les charlatans qui crient « sans dou-
« leur » ou les rêveurs du phalanstère qui croient
« que la vie ne sera plus qu'un jeu amusant. »

1. S.-S. ET ENF., tome 11, p. 152.

CHAPITRE V

Les polémiques de presse

Depuis le mois de janvier 1831, date à laquelle le *Globe* est devenu l'organe de la doctrine saint-simonienne, les disciples de Bazard et d'Enfantin ont soutenu dans ses colonnes de nombreuses polémiques avec les principaux organes de la presse au sujet de la suppression de l'hérédité. Tour à tour ils prennent à partie la *Gazette de France*, le *Constitutionnel*, le *Journal des Débats*, le *National*, le *Courrier de l'Europe*, etc..., etc... ; les discussions ne présentent d'ailleurs pas tout l'intérêt qu'on pourrait en attendre et l'on reste surpris de la pauvreté des arguments déployés de part et d'autre. Les Saint-Simoniens se bornent à répéter presque chaque jour, et dans des termes identiques, qu'il est indispensable de supprimer les privilèges de la naissance et leurs adversaires leur répliquent avec la même énergie et la même monotonie qu'il est inutile d'envisager sérieusement une telle hypothèse.

Le ton des articles est en général courtois et modéré. On apprécie la sincérité et la bonne foi des rédacteurs du *Globe* ainsi que leur rigoureuse impartialité. Mais à la longue ces attaques sans cesse renouvelées contre l'hérédité inquiètent la presse bourgeoise, qui accuse ces apôtres destructeurs de vouloir semer la révolte. Chevalier, dans le *Globe* du 29 octobre 1831, reconnaît avec mélancolie que la suppression de l'héritage a aliéné bien des sympathies aux Saint-Simoniens et inquiète des disciples sincères. Mais aussitôt il affirme que rien ne pourra l'ébranler. La doctrine restera ce qu'elle est ou bien elle disparaîtra. Il n'y a pas de compromission possible avec les idées bourgeoises.

Cependant parmi ces innombrables articles souvent de dix lignes à peine où ce problème est agité on trouve parfois des idées intéressantes. On y voit déjà énoncés tous les arguments dont on se servira au milieu de la crise socialiste de 1848. On y verra également la confirmation précise des idées que nous avons exposées dans les précédents chapitres.

Selon la *Gazette de France*, l'hérédité est le seul motif du travail. Depuis le commencement du monde on n'a travaillé que pour acquérir et l'on n'a acquis que pour transmettre. Le bonheur du fils était le prix des travaux du père. C'est la thèse que soutiendra Thiers dans son livre sur *La Propriété*. En supprimant toute émulation, tout désir de travail chez

les parents, on arrivera donc à un résultat diamétralement opposé à celui qu'envisagent les Saint-Simoniens. Chacun replié sur soi-même ne cherchera qu'à toucher la subsistance suffisante pour ses besoins actuels mais ne songera nullement à travailler en vue de l'avenir. En revanche on aura détruit la famille ; ce terme lui-même n'aura plus de valeur puisque la communauté d'intérêts est en rapports étroits avec la communauté d'affections.

Et pourquoi un si lourd sacrifice ? Quels avantages pourra-t-on en retirer ? Vous prétendez supprimer le hasard de la naissance, mais le règne de la justice en sera-t-il établi pour cela ? Pour distribuer le travail selon les capacités et pour rétribuer chaque capacité selon ses œuvres, vous serez obligé de vous adresser à des hommes ; et ces hommes seront, comme le reste de leurs semblables accessibles à l'intrigue, dominés par la flatterie et soumis à leurs passions. Comment d'ailleurs contrôler les juges ; comment réprimer un pouvoir complètement arbitraire. Si vous ne voulez point tomber dans l'anarchie, vous devrez instaurer une tyrannie qui pesant étroitement sur la vie privée deviendra rapidement odieuse à tous les citoyens sans exception. « Il y a
« une justice humaine (1) applicable aux sociétés
« comme il y a une raison sociale ; il y a aussi une

1. *Gazette de France*, 28 janvier 1831.

« justice absolue qui ne sera appliquée que dans une
« autre vie. C'est en transportant cette justice et cette
« raison d'un monde dans l'autre que les saint-simo-
« niens détruisent la propriété, l'hérédité, et la légi-
« timité. »

Enfin, d'après la *Gazette*, la suppression de l'hérédité est directement contraire au but que se propose la société. Dans un article du 12 février 1831 dans lequel le rédacteur veut prouver que l'hérédité du trône garantit l'hérédité du champ nous lisons :
« Il y a une objection fondamentale à élever contre
« les doctrines du *Globe* ; c'est qu'il veut faire une
« société contre le but même de la société. En effet,
« les hommes, en s'associant, n'ont d'autre but que
« de se garantir mutuellement la libre possession et
« la transmission des biens que chacun s'est rendu
« propres en se conformant aux lois qu'ils ont adop-
« tées. »

Ce système est très douteux au point de vue historique car les hommes se sont agglomérés pour défendre leur vie avant de songer à défendre leurs biens et pendant longtemps il est probable qu'ils n'ont connu que la propriété collective ; mais actuellement on ne peut nier que la plupart des hommes rendent l'État gérant de leurs biens et de leur mode de transmission, et que la sauvegarde de la propriété constitue la pierre angulaire de notre législation.

« Le droit de léguer et de transmettre (1) n'est autre
« chose que le droit de propriété qui est défini par
« les jurisconsultes le pouvoir d'user et d'abuser de
« ce qu'on possède. Vouloir restreindre ce pouvoir
« et le détruire c'est entraver la liberté de l'homme,
« c'est détruire dans son essence la propriété elle-
« même. »

La *Gazette* s'efforçait par ces dernières paroles de prouver aux Saint-Simoniens la lourde erreur dans laquelle ils tombaient en prétendant vouloir non pas détruire la propriété mais la modifier ; elle leur démontrait qu'en supprimant son principal caractère, on la dénaturait complètement ; mais ce raisonnement ne pouvait avoir prise contre les Saint-Simoniens qui affectaient de considérer comme négligeable l'abîme qui sépare la propriété individuelle de la propriété collective.

Creusant davantage le problème la *Gazette* s'élève contre cette conception mesquine qui voudrait murer l'homme dans les limites de la vie individuelle. Elle insiste avec juste raison sur cette force qu'est l'hérédité sur la stabilité qu'elle donne aux entreprises. L'hérédité constitue en faveur de l'homme un prolongement de sa personnalité puisqu'elle lui permet de régler, quand il n'est plus, les affaires des siens. L'effort accompli par lui durant sa vie ne se-

1. *Gazette de France*, id.

rait certes pas perdu dans aucun cas mais grâce à l'hérédité, sa descendance en profitera directement et lui-même revivra dans ceux qui viennent après lui. Il en résultera que ses pensées appliquées par ceux qui sont les plus à même de les comprendre, produiront tout l'effet qu'on peut en espérer :

« C'est un attentat(1) contre la dignité de l'homme
« de vouloir l'emprisonner dans les limites de la vie
« individuelle et de déshériter ainsi le genre humain
« de la faculté qui lui a été donnée par le Créateur
« de pouvoir suivre à travers les siècles le dévelop-
« pement du même plan, des mêmes pensées, de la
« même sollicitude. »

La *Gazette* n'hésite pas d'ailleurs à placer le débat sur le terrain métaphysique, si l'on peut s'exprimer ainsi. Les Saint-Simoniens, de leur côté, n'hésitent pas à l'y suivre car jamais ils n'ont envisagé les problèmes sociaux au seul point de vue économique. La religion est toujours plus ou moins mise à contribution et sert à pallier les faiblesses de leur argumentation.

Le journal royaliste veut démontrer (2) que le privilège de la naissance qui fait que l'un naît pauvre, l'autre naît riche, n'est pas injuste. Ceci est très important car c'est une des principales raisons qu'in-

1. *Gazette de France*, id.

2. *Gazette de France*, 1^{er} fév. 1831.

voquent les Saint-Simoniens pour réclamer la suppression de l'hérédité. La *Gazette* émet donc ce qu'on pourrait appeler : la théorie des deux naissances.

L'homme passe par deux naissances : la naissance temporelle et la naissance spirituelle. Cette dernière seule, qui est amenée par le baptême, compte parce qu'elle ouvre les portes de l'éternité bienheureuse. Or tous, riches ou pauvres, sont appelés à cette naissance ; tous peuvent briguer la première place dans le monde spirituel : « Sous le chaume, comme dans les palais, l'homme peut se créer un état de perfection complète (1). » Alors pourquoi estimer injuste que les uns jouissent de la fortune tandis que les autres se débattent dans la misère puisque le bien essentiel est à la portée de chacun ? N'est-il pas écrit qu'il sera plus difficile à un riche d'entrer dans le royaume du ciel que de faire passer un câble dans le trou d'une aiguille.

Au fond, les journaux conservateurs ou libéraux sont assez embarrassés pour réfuter l'axiome saint-simonien. Aussi certains d'entre eux préfèrent-ils se retrancher derrière le fait lui-même qu'ils considèrent comme inévitable mais dont ils ne nient point les déplorables conséquences.

« Il a toujours semblé, écrivait le *Courrier de l'Europe* (2), aux publicistes de toutes les religions et

1. *Gazette de France*, 1^{er} fév. 1831. — *Globe*, 5 fév. 1831.

2. *Globe*, 20 oct. 1831.

« de tous les temps que le premier de tous les droits
« sociaux est le droit de propriété. On peut disser-
« ter et en effet on dissertera longtemps sur la na-
« ture et l'origine de ce droit. On peut le trouver
« absurde et inique, on peut le signaler comme une
« usurpation odieuse. *On peut montrer ce qu'il y a*
« *de violent et de cruel dans cette transmission cons-*
« *tante des biens acquis à un titre quelconque* par un
« premier possesseur tandis qu'à côté de cette trans-
« mission régulière végète et meurt la pauvreté, ne
« transmettant que des haillons et la vie encore plus
« misérable que le reste. On peut faire des plans de
« loi agraire et faire une religion tout exprès pour
« apprendre aux hommes que cette institution doit
« périr... Mais quels que soient les plans, les vœux,
« les idées ou les passions des hommes il y a une
« chose qui subsiste, c'est la propriété. »

On voit par cette citation que la doctrine saint-simonienne trouvait un écho dans la presse. Si les conclusions du *Courrier* sont conservatrices, ses griefs contre l'hérédité sont formulés avec énergie. Il ne manque pas surtout de faire remarquer que l'hérédité couvre dans bien des cas une usurpation, une conquête de la force. Il reconnaît aussi l'existence de cette « hérédité de la misère » qui accable la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Mais aucune force humaine ne peut soulever ce joug auquel les prolétaires devront indéfiniment se soumettre.

Le *Globe* répondit, bien entendu, à ces diverses critiques et il faut reconnaître qu'il semble avoir gain de cause dans bien des cas.

Ses collaborateurs réfutèrent en particulier avec *aisance* la théorie métaphysique de la *Gazette de France* qui affectait de considérer la vie temporelle comme négligeable et qui reprochait à la doctrine de vouloir établir ici-bas, au moyen de la suppression de l'hérédité, une justice absolue applicable seulement dans une autre vie.

Le *Globe* du 2 février 1831 fait remarquer à la *Gazette* que les catholiques sont obligés comme les autres hommes de tenir compte des contingences humaines. Puisque la vie temporelle ne compte pas, pourquoi les catholiques ont-ils des occupations profanes ? Pourquoi en particulier les rédacteurs du *Globe* se donnent-ils la peine d'écrire des articles au lieu de se retirer pieusement dans le désert. Pourquoi enfin si les biens terrestres sont plus nuisibles qu'utiles au salut des âmes, les catholiques défendent-ils avec autant d'acharnement la transmission héréditaire de ces mêmes biens.

En réalité ils interprètent mal leur propre doctrine. Le Christ a promis l'égalité sur la terre comme dans le ciel. S'il a défendu et loué, s'il a préconisé la pauvreté, la continence, l'humilité, c'était pour réagir contre la sensualité païenne qui dissolvait le vieux monde. Mais aujourd'hui les conditions sont changées

et il est au contraire nécessaire d'appeler les déshérités de la vie à un bien-être qui leur avait été jusqu'alors inconnu, de supprimer l'exploitation du faible par le fort en abolissant le privilège de la naissance ; en agissant ainsi on améliorera et on développera le sentiment religieux, c'est-à-dire ce sentiment qui relie l'individualité de l'homme avec la multiplicité des êtres. Jésus-Christ lui-même n'a-t-il pas affranchi les esclaves et incité les riches à distribuer leurs biens aux pauvres.

Pourquoi d'ailleurs imaginer une séparation infranchissable entre la justice divine et la justice humaine ; elles découlent au contraire l'une de l'autre.

« Le sentiment qui révèle aux hommes (1) l'existence d'une justice *absolue, divine*, a toujours été pour eux la source de la justice sociale, de la justice humaine.

« Aussi n'est-ce pas parce que nous transportons la justice *absolue* du monde divin ou infini dans le monde humain ou fini que nous proclamons cette loi sociale nouvelle : à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres ; c'est parce que nous croyons fermement que du jour où les hommes se proposeront *religieusement* de réaliser ce précepte parmi eux, ils marcheront sans cesse de progrès en progrès et avec la conscience de leur

1. *Globe* du 30 janvier 1831. Cité dans la *Gazette de France* du 1^{er} février 1831.

« destinée vers cette justice absolue que leur condition d'êtres définis les empêche de comprendre et
« de réaliser complètement mais qu'il leur est donné
« de désirer, d'aimer comme la source et la fin mystérieuses de leur propre vie. »

La justice absolue est donc une limite géométrique, vers laquelle l'humanité doit marcher bien que sachant qu'elle ne l'atteindra jamais. Mais à mesure qu'elle s'en rapprochera, fût-ce dans la plus faible proportion possible, la justice humaine deviendra meilleure. La *Gazette* considère le classement rêvé par les Saint-Simoniens et dans lequel le hasard de la naissance n'interviendra pas comme une chimère. Mais l'élimination d'un privilège constitue de toute façon un progrès. Si le classement n'est pas bon, il sera peut-être moins mauvais.

« Nous ne voulons pas peupler d'anges cette terre (1)
« lorsque nous annonçons que tous les privilèges de
« la naissance sans exception seront abolis ; mais
« nous voulons y voir enfin des hommes. »

Très habilement le *Globe* prend alors comme exemple la hiérarchie de l'Église où subsiste un pouvoir stable bien que l'hérédité n'y ait aucune part. (Nous reviendrons sur cette question qui eut un écho à la tribune des Chambres.) Puis il conclut par l'habituelle formule : tous les privilèges de la naissance seront abolis.

1. *Op. cit.*

Mais toutes ces discussions subtiles ne peuvent atténuer le fait brutal de l'abolition de la propriété, qu'oppose la presse entière aux assertions des Saint-Simoniens. Ici encore ces derniers ne cessent d'affirmer qu'ils ne veulent nullement la détruire mais bien la transformer. Ils renouvellent cette affirmation à maintes reprises (1). Selon eux la propriété est éternelle. « La propriété (*Globe*, 20 oct.), nous le « croyons comme le *Courrier*, est le fondement de « toute société humaine et c'est pour cette raison que « la propriété sera éternelle. C'est aussi pour cette « raison que toutes les fois que les hommes éclairés « par la révélation d'une morale nouvelle ont voulu « faire un pas en avant, ils ont dû modifier le régime « de la propriété (2). » C'est pour cette raison qu'ils proclament, contrairement à l'opinion des libéraux, que l'ancien régime existe encore, la modification du régime de la propriété n'ayant été qu'ébauchée sous la Révolution.

Ce qui permet aux Saint-Simoniens d'affirmer leur volonté de maintenir la propriété c'est qu'ils ne considèrent point l'hérédité comme un de ses attributs fondamentaux. Cependant comme le faisait remarquer la *Gazette de France*, le droit de propriété c'est le

1. Voir 6^e, 7^e et 8^e séances de l'*Exposition de la doctrine saint-simonienne*, tome 41, p. 220 238, 282. — *Globe* 20 oct. 1831.

2. Voir chapitre II.

pouvoir d'user et d'abuser ; un tel droit a pour corollaire forcé le droit de transmettre ses biens à ses descendants. Supposons un instant que ce dernier droit soit refusé au propriétaire. Il essaiera, dans bien des cas, de tourner la loi en transmettant de son vivant sa fortune à ses enfants. Si donc on veut obtenir un résultat efficace il faudra l'empêcher de disposer de son vivant. Mais alors que reste-t-il du droit de propriété ?

Le *Globe* répond à cette objection en disant que l'on ne travaille pas pour transmettre mais pour consommer (1). Certes, la théorie de la *Gazette* affirmant que l'on n'a jamais acquis que pour transmettre, est exagérée, car à ce compte les personnes sans enfants ne chercheraient jamais à gagner de l'argent, ce qui est faux. Mais d'un autre côté on ne peut nier l'influence qu'exerce l'amour paternel. La vérité se trouve entre les deux affirmations ; seulement, l'amour paternel n'aura plus à intervenir dans la société organisée par le Saint-Simonisme ; le bonheur du fils n'y sera plus le prix des travaux du père ; le bonheur du fils y sera le prix des travaux du fils. La *Gazette* ne pense qu'à la société présente ; elle oublie la société de l'avenir.

N'a-t-on pas vu, dans notre société imparfaite, des militaires et des religieux accomplir avec ardeur une

1. *Globe*, 11 fév. 1831.

tâche qui cependant n'était point récompensée par les joies de la famille. Seulement une religion les soutenait ; ils avaient une loi morale, une foi, des règles de devoir, de dévotion, de dévouement, toutes choses que le Saint-Simonisme apporte à l'humanité.

Quoi qu'on fasse d'ailleurs, cette transformation aura lieu nécessairement. Le *Globe* s'indigne que le *Courrier* puisse croire à l'éternité d'une injustice (1) :

« Il y a du malheur à conclure qu'une aussi énorme
« injustice est irréparable. C'est désespérer de Dieu.
« Il faut être fasciné par une préoccupation bien
« puissante pour invoquer les faits contre ces répu-
« gnances de la sympathie humaine, quand il n'est
« pas dans l'histoire un seul fait qui n'atteste l'effi-
« cacité de cette répugnance pour transformer et
« faire progressivement disparaître tout ce que le
« droit de propriété renferme de privilèges et d'op-
« pression. »

Mais cette raison sentimentale qui est longuement développée dans l'*Exposition*, ainsi que nous l'avons vu précédemment (2), est corroborée par une démonstration quasi-mathématique que nous trouvons dans le *Globe* du 26 octobre 1831.

L'auteur de cet article constate que le taux des fermages, loyers, intérêts, diminue sans cesse et qu'en

1. *Globe*, 20 oct. 1831.

2. S.-S. ET ENF., p. 232, t. 43.

conséquence, le budget énorme prélevée par l'oisiveté sur les produits du travail décroît d'une façon continue. Ce taux finira par se rapprocher de zéro. Qu'en résultera-t-il ? C'est que l'hérédité, si elle subsiste encore, n'aura plus aucune signification. En effet, le fils d'un agriculteur ne pourra plus affirmer son champ puisque le fermier ne lui paierait point un loyer suffisant. Il faudra donc qu'il cultive lui-même ses terres et qu'il se mette à l'ouvrage pour subvenir à ses besoins. Par là, disparaîtra le plus gros inconvénient de l'hérédité qui est de permettre à une foule de gens de vivre dans la paresse.

Ce raisonnement semble bien fragile car le point de départ n'est nullement prouvé. Sans doute on a constaté depuis longtemps une baisse continue du taux de l'intérêt mais rien n'établit que le taux puisse tomber jusqu'à devenir quasi-négligeable. Une pareille supposition est tout à fait gratuite, et les conclusions qu'on peut en tirer ont ainsi toutes chances d'être erronées.

En admettant que les intérêts matériels soient sauvegardés, que devient la famille ? que devient la liberté ?

L'*Exposition* (1) s'est toujours élevée contre cette assertion que la famille pût être détruite en même temps que l'hérédité. Le *Globe* (2) proteste également

1. Voir chapitre IV.

2. 11 février 1831.

contre les dires de la *Gazette de France* qui prétendait que dans le système saint-simonien les noms de famille, de postérité, n'auraient plus de valeur. « Les « longues familles spirituelles des papes, des archevêques, des évêques, dit-il en substance, ont sans « doute une valeur égale à celle des Montmorency, « aux yeux de la *Gazette*. Les noms de famille, de « postérité, ont de la valeur quand la race a une « fonction sociale à accomplir. »

Cette défense n'est pas très heureuse, à notre avis, car elle tendrait à montrer que les Saint-Simoniens envisageaient la possibilité de la dissolution de la famille naturelle et son remplacement par une agglomération forcément artificielle en dépit de l'affection qui aurait uni les unités entrant dans sa composition. Cette conception fut partiellement réalisée à Ménilmontant. Les disciples s'étaient réunis autour d'Enfantin après s'être séparés de leur famille. Ce procédé ne fut pas sans hâter les défections qui se succédèrent avant la dispersion des membres de la communauté.

Quant au sort de la liberté sous le régime futur de la suppression de l'hérédité où l'homme attend tout de l'État, le *Globe* n'en parle pas. La *Gazette de France* avait très judicieusement soulevé cette objection qui depuis a été reprise fréquemment contre les doctrines socialistes. Le *Globe* ne répond point parce que l'hypothèse d'une tyrannie possible

lui semble complètement invraisemblable. L'amour qui embrase les pères et les enfants spirituels de la famille saint-simonienne est un sûr garant qu'aucun excès de pouvoir ne sera commis. Tous pour un, chacun pour tous, voilà la ligne de conduite que doivent adopter les membres de la nouvelle Église. Le régime de la liberté et de l'égalité, tel que le conçoivent les libéraux, n'est d'ailleurs qu'un régime anarchique et condamné. L'égalité n'est qu'une chimère et la vraie liberté ne peut exister que dans une société hiérarchisée et parfaitement organisée.

La conclusion de toutes ces polémiques se trouve nettement exprimée dans le *Globe* du 5 février 1831. « Nous espérons, dit-il, que la nécessité de l'abolition de la propriété héréditaire sera comprise : 1° Par les hommes religieux ; 2° par les publicistes et par les économistes. » Elle sera comprise par les hommes religieux comme étant la condition obligée de l'évolution morale que l'humanité doit accomplir aujourd'hui, évolution qui consistera pour l'individu à se relier de plus en plus étroitement à l'universalité des êtres. L'abolition de la propriété héréditaire sera encore comprise des publicistes, parce qu'elle ramènera définitivement le calme en faisant cesser les guerres civiles ; enfin les économistes ne manqueront pas de l'approuver, puisqu'elle permettra de donner à la production un essor prodigieux. Tout le monde en effet travaillera et travaillera avec les instruments

les mieux appropriés à ses moyens par suite de la répartition scientifique du fonds de production.

Le seul exposé des bienfaits de la suppression de l'hérédité suffira donc pour faire adopter cette importante réforme (1) qui s'accomplira avec le calme majestueux des révolutions de la nature.

1. *Globe*, 18 fév. 1831.

CHAPITRE VI

L'Organisation nouvelle

Si les Saint-Simoniens ne doutent pas de leur triomphe, ils semblent avoir négligé d'en examiner attentivement les conséquences. Ils n'ont pas cherché à rattacher cette réforme à l'ensemble de leur système. Ils la considèrent en elle-même, la proclament excellente et s'en rapportent à l'avenir pour aplanir les difficultés que son application pourrait soulever. Comme la plupart de nos modernes socialistes ils n'ont pu apporter la moindre précision dans la description de la cité future. On trouve dans les œuvres de l'école des fragments contradictoires qui laissent le lecteur perplexe. Un sentiment commun les unit cependant : la foi en une révolution soudaine et pacifique qui transformerait le monde entier d'une manière féerique. A quoi bon s'inquiéter ? Il suffit de vouloir pour pouvoir. Que l'humanité veuille et la partie sera gagnée.

« Lorsque nous avons annoncé la destruction de

« l'hérédité, dit Enfantin (1), nous sommes entrés
« de suite dans l'examen des moyens généraux qui
« permettront que la propriété soit répartie un jour
« selon la capacité, mais nous avons ajouté et c'est
« là même le cachet de notre foi au progrès, que ces
« moyens seraient surtout découverts par ceux qui
« auraient un jour mission de les employer, de les
« mettre en pratique, d'organiser politiquement la
« propriété sur sa nouvelle base. »

Il est bien imprudent de se reposer ainsi sur l'avenir, quand on prétend changer complètement le régime de la propriété. Les Saint-Simoniens auraient dû se rappeler les Gracques et les émeutes sanglantes auxquelles donna lieu la discussion de la loi agraire. Tous les hommes d'État qui ont voulu toucher brutalement à la propriété se sont embourbés dans d'inextricables difficultés. Nous allons examiner les problèmes qu'entraîne à *priori* la destruction de l'hérédité.

Cette mesure a pour résultat immédiat un bouleversement social complet. En recueillant les héritages, l'État s'engage tacitement à fournir une compensation aux héritiers, compensation qui ne sera pas équivalente à la perte car rien ne serait alors changé, mais qui leur permettra de vivre convenablement eux et leur famille. Comme, d'autre part, on

1. S.-S. ET ENF., tome 14, page 177.

ne veut point les entretenir à ne rien faire, ce qui serait contraire à tous les principes du Saint-Simonisme, on leur impose une prestation en travail.

Mais cette prestation, à qui va-t-on la fournir sinon à l'État ? il faudra donc que l'État prenne en main toute la production et ensuite qu'il s'occupe de répartir le profit selon le mérite de chacun.

Cette œuvre colossale que Louis Blanc a depuis appelée « l'Organisation du Travail » nous semble aujourd'hui impossible à réaliser intégralement. Nous admettons que l'État puisse prendre en main certaines branches de la production mais nous ne le voyons nullement englober dans son action certains petits commerces de détail que l'initiative privée peut seule adapter aux besoins du consommateur. Mais les Saint-Simoniens et beaucoup peut-être de leurs contemporains d'idées plus modérées, éblouis par les prodiges que l'Administration napoléonienne avait accomplis sous la forte main du maître, s'imaginaient que l'action administrative ne connaissait pas de limites et voyaient en imagination la France transformée en une vaste usine dirigée par une puissante bureaucratie.

Ces idées se sont développées suffisamment pour engendrer en 1848 l'institution des « Ateliers Nationaux ». Cette expérience dont il n'y a pas trop lieu de se prévaloir, eu égard aux circonstances, s'est tristement terminée et a dégoûté pour longtemps les

hommes d'État d'opinions les plus avancées de vouloir faire intervenir directement le gouvernement dans la production. Peut-être reprendra-t-on plus tard ces idées qui appliquées avec prudence pourraient atténuer bien des misères et résoudre certains problèmes redoutables

Mais quelles que soient les idées que l'on puisse nourrir à ce sujet, il semble indispensable de sérieusement poser les questions. C'est ce que semblent d'abord vouloir faire, sur les conseils de leur maître, les Saint-Simoniens. Ils ont repris les idées de Saint-Simon sur les banques et insistent sur l'importance du crédit (1). Nous verrons (2) qu'ils comptent beaucoup sur les banques pour ménager la transition entre le régime ancien et le régime nouveau. Les banques permettent de supprimer des rouages sociaux inutiles, d'abrégé et de faciliter les opérations commerciales, de rapprocher le consommateur du producteur, elles permettent une organisation et une méthode qui atténuent l'anarchie économique.

Mais dans certaines parties de l'*Exposition* ils préconisent des mesures infiniment plus radicales : ils démolissent tout le système administratif actuel (ici encore ils suivent les idées du maître, les idées utopiques malheureusement) et le remplacent par une

1. S.-S. ET ENF., tome 4, page 18.

2. Voir chap. VIII.

hiérarchie où s'étagent le prêtre, le savant, l'industriel. En réalité ils préparent l'avènement de l'anarchie.

Enfantin pousse les choses à l'extrême selon son habitude.

Dans une lettre très curieuse adressée au colonel de Brack, l'auteur des *Avant-postes de cavalerie légère* que l'on est assez étonné de voir pris pour confident en pareille matière, il nous révèle ses idées économiques :

« Les régiments seront bientôt, comme vous le
« dites, le complément de l'éducation civile, civique
« et pacifique... »

« Oui, ce seront les régiments qui seront la base
« de l'éducation pacifique. C'est en eux que réside
« la force sociale et pourtant il existe une autre force
« sociale qui produit, qui n'a encore aucune organi-
« sation, qui vit dans le désordre, dans l'anarchie et
« qui ne pourra trouver les exemples d'ordre, de
« travail, d'honneur que dans les temples de la
« guerre, dans les casernes...; figurez-vous des colo-
« nels pacifiques et rêvez alors les merveilles créa-
« trices que les peuples pourraient accomplir (1). »

Il veut aussi « remplacer les haillons physiques,
« intellectuels et moraux de l'ouvrier par de bril-
« lants uniformes (2). »

1. S.-S. ET ENF., tome 10, p. 53.

2. S.-S. ET ENF., tome 11, page 55.

Pendant le séjour de la colonie saint-simonienne en Égypte, un des disciples d'Enfantin demande « à
« former un corps de 12.000 travailleurs réguliers,
« enrégimentés, gradés, disciplinés, vêtus, nourris
« et logés comme les régiments de l'armée régulière,
« commandés par des ingénieurs, renfermant les
« divers métiers relatifs aux constructions, composés
« d'hommes et d'enfants, ayant musique en tête, la
« pioche et la hache sur l'épaule, le compas et l'é-
« querre au côté, les sous-officiers et les officiers le
« mètre en main (1). »

Ainsi donc la pensée d'Enfantin ne va pas plus loin : l'organisation militaire du travail. Voilà son idéal. La société se trouve transformée en une vaste caserne, perspective médiocrement réjouissante. Cette organisation militaire a de plus un caractère religieux car le prêtre est au sommet de la hiérarchie. Tout cela rappelle les couvents et les ordres du moyen âge et ne concorde guère avec l'esprit d'émancipation qui est la caractéristique de notre époque.

Cependant le travail sera agréable non pas à la façon du travail de Fourier qui n'est qu'un jeu, mais parce que chacun s'efforcera de se dévouer pour ses semblables et recevra en échange une récompense proportionnée à son effort. « Le jour où la chaîne qui unit les travailleurs au lieu d'être en fer sera un

1. S.-S. ET ENF., tome 10, page 15.

lien d'affection et de secours réciproques » on ne se dégoutera pas si facilement « des travaux auxquels chacun devra plairs, richesse et gloire. » (*Globe*, 11 février 1831 ; 18 mars 1831.)

Il y a bien, il est vrai, des travaux que l'on n'accomplit pas volontiers même quand on est sûr qu'ils seront bien rémunérés. Reynaud prend soin de nous rassurer en nous expliquant qu'ils seront un noviciat, un apprentissage pour les jeunes gens comme ils l'étaient au moyen âge pour le page ou l'écuyer.

Chacun naissant désormais dépouillé de tout comme notre premier père, la vie deviendra une sorte de perpétuel concours ; pour gravir chaque degré de la hiérarchie il faudra passer un examen. Ce sera le triomphe des forts en thème. Chacun d'ailleurs vivant exempt de soucis matériels, un formidable accroissement de la population est à prévoir qui ne laissera pas de causer de grands embarras aux dirigeants futurs.

En réalité la suppression de l'hérédité, loin de résoudre, ainsi que le croyaient les Saint-Simoniens, les problèmes sociaux, ne pourrait qu'en développer l'acuité. Toutes les tentatives de communisme ont échoué parce que le communisme n'est praticable que pour des moines et des soldats. Tant que l'homme conservera ses passions bonnes et mauvaises, il sera vain de lui demander un altruisme dont il est incapable. Bien au contraire, si on l'habitue à com pte

outre mesure sur les efforts et les travaux de son voisin, on tarie en lui les sources de l'énergie, on détruit son initiative, et on en fait un parasite social prompt à demander les secours d'une communauté à la prospérité de laquelle il n'a nullement contribué.

CHAPITRE VII

L'hérédité politique et l'hérédité civile

En attendant l'heure du triomphe, les Saint-Simoniens tout en se séparant nettement des partis politiques, appuyaient énergiquement les mesures légales qui semblaient devoir favoriser leurs desseins parce qu'elles ménageaient la transition entre la société présente et la société future. Parmi ces mesures que nous étudierons dans le chapitre suivant, il en est une que l'on s'étonne de voir placée au premier rang de leurs revendications. La suppression de l'hérédité de la pairie était une réforme dont le caractère politique nous paraît infiniment plus accentué que le caractère économique; elle ne semblait pas beaucoup plus urgente que bien d'autres d'une réalisation également vraisemblable, et cependant le *Globe* revient continuellement sur cette question. Le succès devait répondre à ses desiderata car la loi du 29 décembre 1831 supprima l'hérédité de la pairie. L'effet produit fut plutôt contraire à celui qu'on avait es-

compté. La Chambre des pairs de la Monarchie de Juillet semble avoir été plus conservatrice que celle de la Restauration. En quoi d'ailleurs l'hérédité de la pairie peut-elle constituer un monument d'esclavage. Les Saint-Simoniens reconnaissaient eux-mêmes qu'elle ne soulevait pas de bien sérieuses protestations en Angleterre et qu'elle ne nuisait aucunement à l'activité politique et économique de ce pays.

Le *Globe* du 8 octobre 1831 va nous donner la raison de la campagne qu'il mène contre cette institution. Dans un premier — Paris, intitulé : *L'hérédité de la pairie et l'hérédité de la propriété*, le rédacteur déclare que l'hérédité de la pairie prise en soi ne l'intéresse que très médiocrement ; c'est avec une condescendance méprisante qu'il parle de la haute assemblée et qu'il déclare qu'« héréditaire ou non cette aristocratie pour rire lui paraît infiniment peu redoutable à la prospérité publique. »

La seule chose intéressante est la répercussion que la suppression de l'hérédité de la pairie peut avoir sur l'hérédité de la propriété. Pour les Saint-Simoniens, la chose ne fait pas le moindre doute : les deux hérédités sont intimement liées. Et pour le prouver, ils s'efforceront de mettre les libéraux, partisans de la thèse contraire, en contradiction avec eux-mêmes.

A la distance à laquelle nous nous trouvons des événements, il nous est difficile de saisir les rapports

qu'apercevaient si nettement les Saint-Simoniens entre les deux hérédités. Trop de révolutions ont passé depuis lors, pour que nous comprenions le principe de la légitimité sur lequel s'étaient appuyées et la vieille Monarchie et la Restauration. Nous sommes devenus sceptiques et les mots qui impressionnaient nos pères ne nous touchent point. L'idée ne nous vient même pas de comparer la suppression de l'hérédité d'une fonction avec celle de l'héritage. Une fonction est dans notre pensée essentiellement individuelle et temporaire tandis que le patrimoine familial nous paraît quelque chose d'intangibles et de sacré dont la transmission surveillée par les convoitises doit se faire suivant l'ordre de la nature. La fonction, si elle comporte des avantages, comporte des charges : on ne peut, si elle est héréditaire, la refuser sans faillir à l'honneur ; l'héritage ne comporte que des avantages puisqu'on peut le rejeter s'il est mauvais. Aussi comment supporter l'idée d'en être privé ? De plus une minorité très faible peut briguer les fonctions héréditaires mais quel est l'homme qui n'espère pas toucher un jour un héritage.

La génération de 1830 ne raisonnait pas de même. Ce qui le prouve nettement, c'est que non seulement les Saint-Simoniens, mais encore leurs contemporains, quelle que fût l'opinion politique à laquelle ils appartenissent, discutaient très sérieusement l'ébranlement qui résulterait pour le régime de la propriété,

de la réforme projetée. Bien entendu, la presse légitimiste affirmait que cette mesure serait le coup de grâce porté à la société déjà fortement ébranlée par la chute des Bourbons. A la Chambre, les libéraux ne cessaient de combattre cette idée qui hantait la pensée de leurs collègues. Pour les rassurer ils en imputèrent l'invention aux Saint-Simoniens qu'ils dénoncèrent comme une secte dangereuse et antisociale, dont les paroles séditeuses préparaient en vain un attentat contre la propriété.

« La discussion à la Chambre, dit le *Globe* du 8 octobre 1831, tend à s'établir sur l'hérédité de la propriété... MM. Guizot, Jars, Kératry, etc., en reculent d'horreur. « Nous les rassurerons car... nous prouverons que les réformes que nous nous proposons d'apporter à la constitution de la propriété ne déshériteront personne. »

Parmi les personnages marquants de l'opposition, Dubois-Aymé et Odilon-Barrot s'efforcèrent tout particulièrement d'établir qu'il n'y avait pas la moindre analogie entre l'hérédité de la pairie et l'hérédité de la propriété. Le premier, dans le *Journal du Commerce* (1), après avoir égratigné en passant la « secte qui poursuit la transformation de l'hérédité civile, réfute la théorie conservatrice que Guizot de son côté soutenait dans une certaine mesure. Suivant

1. *Globe*, 8 oct. 1831.

Dubois-Aymé, l'hérédité politique est une pure convention tandis que l'hérédité civile est de droit naturel. « Refuser aux enfants le droit de succéder aux « biens de leur père serait, dit-il, violer *l'instinct*, premier fondement de toutes les lois qui régissent la société. » Au contraire on ne voit pas, toujours selon le même auteur, quel intérêt, quel besoin il y aurait à ce que le fils d'un capitaine de la garde nationale, ou celui d'un maire succédât dans sa charge à son père; une loi de l'État peut autoriser cette transmission et ensuite la défendre sans qu'on puisse voir dans ces mesures autre chose que les vicissitudes habituelles de l'administration d'un pays; mais l'hérédité civile est un besoin impérieux et garantit le foyer et la vie familiaux.

Odilon-Barrot émet une opinion différente (1). Pour lui, la propriété héréditaire n'est pas de droit naturel; c'est une convention mais une convention qui se place au premier rang des conventions sociales; elle est dans le domaine des volontés humaines. Cette théorie cadrerait parfaitement avec celle des Saint-Simoniens. Une convention peut toujours, en effet, se modifier, car ce qu'a créé la volonté humaine, la volonté humaine peut le défaire.

Le *Courrier Français* n'aperçoit lui non plus aucune analogie entre l'hérédité de la pairie et l'héré-

1. *Globe*, 9 oct. 1831.

dité civile. L'héritier des biens et son auteur ont sur les biens transmis le droit d'user et d'abuser. Au contraire, le pair ne peut trafiquer de sa fonction ; il ne peut aliéner tout ou partie des prérogatives qu'elle comporte. Le titre qu'il possède n'est pas sa propriété mais celle de l'État.

Les Saint-Simoniens ne se laissent pas troubler par ces objections. Ils commencent par repousser de toutes leurs forces la théorie de Dubois-Aymé. Le droit naturel est un vain mot. Comment le définir ? En quoi consiste-t-il ? « Si le droit naturel pour
« les oisifs (1) consiste à exploiter les travailleurs en
« prélevant sur les fruits du travail des loyers, des
« intérêts, des fermages qu'ils consomment impro-
« ductivement sans rendre en retour aucun service
« à la société, ce droit naturel consiste naturellement
« pour les travailleurs à être exploités, à suer sang
« et eau pour subvenir aux plaisirs des oisifs... Apô-
« tres de l'égalité qu'en dites-vous ? »

Ce droit naturel varie constamment : « Il y a 1800 ans il était de droit naturel d'avoir des esclaves. » Platon considérait comme très naturel que l'on fût seulement condamné à payer une faible amende si l'on tuait un esclave. Qui oserait maintenant soutenir pareille théorie ?

Tout en réfutant la théorie de Dubois-Aymé, le

1. *Globe*, 8 oct. 1831.

rédacteur du *Globe* raille le tableau idyllique que ce dernier avait fait de la vie de famille sous le régime de la propriété héréditaire. Puis revenant à la charge il lui demande si vivre oisif n'est pas le plus odieux des privilèges ? Il termine enfin en appelant la prompte arrivée du temps où « toute carrière productive sera une fonction publique ».

Les objections du *Courrier français* n'arrêtent pas davantage les Saints Simoniens. Vous dites que les droits du pair sur sa fonction ne peuvent se comparer comme étendue à ceux du propriétaire sur son bien ? Qu'est-ce que cela prouve ? C'est un droit de propriété moins étendu que l'autre mais cette fonction est néanmoins une propriété véritable.

A l'appui de ses assertions le *Globe* va citer les sources du libéralisme : Mirabeau, Montesquieu, Portalis, Tronchet. Ce n'est pas d'ailleurs qu'il n'en prenne à son aise et ne récuse les principes qui ne cadrent pas avec sa thèse. Ainsi la Déclaration des Droits de l'homme est éliminée.

« Nous ne puissions point (1) notre *Credo* politique
« dans la Déclaration mystique des Droits de l'Homme ;
« pour nous la liberté n'est point dans une sauvage
« indépendance, elle est dans le classement selon la
« capacité... l'égalité ce n'est point l'article 1^{er} de la
« charte ni la loi agraire, ni la communauté des biens
« mais la rétribution selon les œuvres.

1. *Globe*, 8 oct. 1831.

En revanche le *Globe* cite avec enthousiasme (1), cette parole de Montesquieu « La loi naturelle or-
« donne aux pères de nourrir leurs enfants mais elle
« n'oblige pas de les faire héritiers », parole que cor-
robores celle-ci de Mirabeau : « Mais de ce que les
« lois reconnaissent les droits de propriété et les ga-
« rantissent, s'ensuit-il que les propriétaires puis-
« sent de plein droit disposer arbitrairement de leurs
« biens pour le temps où ils ne seront plus ? »

« Nous avons vu partout, en conclut le *Globe*, que
« la propriété était non pas un fait naturel, indes-
« tructible, inaltérable mais un fait social que le
« législateur avait le droit de réglementer dans l'in-
« térêt de tous. »

Les libéraux se refusent donc à aller jusqu'au bout de leurs idées. Il en résulte des contradictions évidentes. Odilon-Barrot trouve un odieux privilège dans ce fait qu'un homme naît législateur et parfois juge. Et « l'on trouve naturel, équitable, qu'un homme naisse électeur, juré, directeur de travaux, chef d'industrie (2) ! »

La répartition est très habile. Elle frappait d'autant plus juste que déjà un mouvement d'opinion se dessinait contre le système du cens qui restreignait dans une proportion formidable le nombre des électeurs.

1. *Globe*, 9 oct. 1831.

2. *Globe*, 8 oct. 1831.

Les privilégiés de la fortune auxquels le droit de vote était donné, jouissaient d'un véritable privilège que leur procurait la naissance. Les Saint-Simoniens d'ailleurs ne visent guère un but politique dans toute leur campagne. Le privilège de l'électeur et du juré rentre dans le cadre des suppressions indispensables mais il est probable que si le choix leur avait été offert, ils se seraient tout d'abord attaqués au privilège qui donne à un individu choisi par le hasard de la naissance, le poste de directeur de travaux ou celui de chef d'industrie.

Cependant cette question du cens les révolte. Ils veulent bien qu'on supprime l'hérédité de la pairie mais ils se refusent à ce qu'on la recrute par l'élection au cens (1). Au lieu de la vieille noblesse on aura des traitants. On perd au change. « Ce n'est « plus avec l'appui du blason qu'on entrera à la « Chambre des pairs mais avec celui de Barème. »

Les discussions continuant à la Chambre, les Saint-Simoniens allaient une fois de plus trouver l'occasion de prendre les libéraux en flagrant délit de contradiction et puiser dans leurs discours des arguments nouveaux. Dans la séance du 18 octobre, le député Pagès (2) prononça un discours dont nous extrayons quelques passages :

1. *Globe*, 12 oct. 1831.

2. *Globe*, 20 oct. 1831.

« Avec la pairie viagère, on peut choisir dans cha-
« que génération tout ce qu'il y a de puissance et de
« force, de lumières et de richesses... C'est de la non-
« hérédité que la plus ancienne, souvent la plus
« bienfaisante, quelquefois la plus oppressive de
« toutes les aristocraties a puisé sa force et sa du-
« rée. Après dix-huit siècles elle est encore assez puis-
« sante, assez vivace pour exciter des haines et des
« craintes. L'aristocratie sacerdotale recrute depuis
« 1800 ans les supériorités de toutes les époques.
« C'est par là qu'elle a survécu à toutes les aristo-
« craties héréditaires. L'élection et le choix vien-
« nent sans cesse ranimer ses forces, accroître sa
« puissance, raviver son génie. C'est ce qu'elle a de
« mobile qui constitue sa perpétuelle immobilité.
« Tout ce qui était héréditaire est tombé autour d'elle
« par des intermittences de l'hérédité naturelle. »

Le *Globe* triomphe en entendant ce discours. « Il
« résulte de cette citation que la hiérarchie fondée
« sur la capacité est bien autrement stable et par
« conséquent qu'elle offre de bien plus sûres garan-
« ties aux amis de l'ordre que celle fondée sur la
« naissance. »

Les Saint-Simoniens ont pris fréquemment comme
argument, à l'appui de leur thèse, le fonctionnement
des ordres religieux (1). Faire de la société un vaste

1. *Globe*, 11 février 1831.

couvent est une idée qui ne les effraie point. Si on leur objecte que les religieux sont soutenus par leur religion elle-même ils répondent qu'eux-mêmes sont religieux car ils veulent harmoniser les diverses aspirations de la société et la religion est le règlement suprême de ces intérêts.

Déjà le *Globe* avait répondu à la *Gazette de France* qui critiquait cette conception de vouloir instaurer sur la terre la justice absolue (1) : « Quoi ! l'É-
« glise chrétienne elle-même aurait donc transporté
« d'un monde dans un autre cette justice absolue,
« alors que fidèle à sa mission elle luttait par l'aristocratie des talents contre l'aristocratie de la naissance alors qu'elle ne reconnaissait dans son sein
« d'autre hérédité que celle de la vertu et de la
« science. Eh bien ! l'Église nouvelle, c'est l'humanité tout entière, c'est le temporel aussi bien que
« le spirituel. La cité de l'avenir, la véritable cité
« de Dieu pourra donc, sans prétendre pour cela réaliser l'impossible, inscrire sur ses portes comme
« vous chrétiens sur le fronton des temples : tous
« les privilèges de la naissance, sans exception,
« seront abolis. »

C'est en vain que les partisans du juste milieu voudront organiser la société au gabarit de leurs

1. *Globe*, 30 janvier, cité par la *Gazette de France* du 1^{er} février 1831.

idées étroites. Ils seront perdus et noyés dans le courant irrésistible des opinions de l'avenir. Dans un article remarquable du 27 octobre 1831, le *Globe* étudie ce que deviendra la propriété héréditaire en présence de la souveraineté du peuple.

Après des efforts sans nombre, le peuple a réussi à se libérer. Il a supprimé la plupart des charges héréditaires, puis il est parvenu à établir un contrôle étroit sur le gouvernement. La monarchie est héréditaire sans doute, mais le roi a été choisi par le peuple. On sent que les Saint-Simoniens ne veulent pas attaquer la royauté directement ; pour eux sa chute ou plutôt sa transformation est inévitable ; ils préfèrent la considérer comme négligeable. Et en réalité ne l'est-elle pas ?

« Non content d'être la source et l'origine de tout
« pouvoir, le peuple entoure le roi *qu'il a nommé*
« de surveillants et de contrôleurs officiels, minis-
« tres et députés ; il oppose, dans les caprices de sa
« volonté multiplée, au roi qu'il a choisi des députés
« qu'il a choisis également et plein d'une défiance
« constitutionnelle, il réclame le droit de nommer
« lui-même ses magistrats municipaux et départe-
« mentaux, fractionnant ainsi sa confiance et sa vo-
« lonté, opposant le pouvoir qu'il exerce à celui qu'il
« a délégué, toujours prêt à se rétracter, craignant
« presque de se trouver d'accord avec lui-même, su-
« pectant toute unité comme prévenue de despo-

« tisme et voulant avoir l'œil à ses propres affaires,
« tant il redoute l'incapacité ou la mauvaise fin de
« ses mandataires. »

Cette analyse très exacte de l'état d'esprit des démocraties a pour but de nous montrer l'effet de cette puissance qui monte sans cesse, qui submerge les sommets que l'on croyait inaccessibles et qui, après avoir réclamé l'affranchissement politique, ne manquera pas d'exiger l'affranchissement économique par la suppression de la propriété héréditaire.

Aucune autorité ne peut plus arrêter l'envahissement des idées démocratiques. Peu à peu l'élection se substitue à l'hérédité. Les Saint-Simoniens ne s'en félicitent que médiocrement, car s'ils travaillent à soulager la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, ils ne se font pas d'illusion sur ses capacités intellectuelles. Ils savent que l'élection, avec ses multiples intrigues, ne porte pas toujours au pinacle les sujets les plus remarquables. Cependant elle constitue un léger progrès sur le hasard aveugle de la naissance.

« Qu'on regarde cette tendance (1) (vers la substitution de l'élection à l'hérédité) comme anarchique, nous le concevons ; car, nous croyons nous-mêmes que le système d'élection par en bas, excellent pour renverser l'ordre ancien est impuissant

1. *Globe*, 27 octobre 1831.

« à rien édifier, mais ce système est un moyen pour
« arriver au classement selon la capacité, but ins-
« tinctif de toutes les révolutions anciennes et moder-
« nes. »

Les yeux du peuple s'ouvriront un jour surtout quand il comprendra où résident ses véritables intérêts. Aujourd'hui les hommes politiques se plaignent d'être, comme des criminels, placés sous la surveillance de la haute police. Et pourtant dans les intérêts qu'ils défendent il n'y a rien de ce qui nourrit, éclaire, associe les hommes. On proteste aujourd'hui contre des nominations scandaleuses à de hautes fonctions, contre des abus légers. Mais demain on découvrira que des abus bien plus grands existent, qu'une dilapidation de la richesse publique se fait sans que personne ne s'en doute.

« Et maintenant, nous le demandons (1), du jour
« où la discussion politique sera portée sur son vé-
« ritable terrain ; du jour où l'on reconnaîtra que la
« prospérité publique repose non sur des formules
« abstraites mais sur le progrès des sentiments d'as-
« sociation, des lumières, de l'industrie, espérez-
« vous que cet instinct merveilleux qui va déterrer
« un arbus ou une sinécure jusque dans les recoins
« les plus ignorés d'un bureau de ministère passera
« sans s'arrêter devant les abus, les sinécures dévo-

1. *Globe*, 27 octobre 1831.

« rantes, l'épouvantable dilapidation qui dégradent
« des fonctions publiques bien autrement importantes
« vraiment que celles de chef de division ou de
« receveur général ? »

Et quel est le premier de ces abus ? C'est le privilège de l'hérédité par lequel le fonds de production est dilapidé. Les propriétaires sont investis d'une des plus importantes fonctions politiques et ils s'en acquittent mal pour la plupart. Ils manquent de moralité et de lumières. Du jour où l'importance de l'industrie sera reconnue, l'hérédité de la propriété, source d'oisiveté, sera signalée comme une cause active de prévarication sociale.

La révolution est inévitable. Une incompatibilité formelle existe entre le régime de la propriété héréditaire et la souveraineté du peuple. Comme cette dernière ne peut maintenant être ébranlée, c'est la propriété héréditaire qui doit disparaître.

L'avenir pourra seul montrer jusqu'à quel point les Saint-Simoniens ont eu raison dans leurs prédictions. Mais on ne peut nier qu'à mesure que les masses prendront conscience de leur puissance, leurs demandes deviendront plus importantes et plus difficiles à réaliser, mais que pourra-t-on opposer à ces volontés déchaînées sinon la lumière qui montrera la barrière qu'opposent les faits aux désirs des hommes ?

CHAPITRE VIII

Les mesures transitoires

En dépit de leur ardeur à créer la société nouvelle et de leur foi dans la toute-puissance de la doctrine, les Saint-Simoniens ne pouvaient négliger de s'occuper sommairement des mesures transitoires. Ils comprenaient vaguement qu'on ne peut changer du jour au lendemain les mœurs et les coutumes d'un peuple immense. Ils n'ont donc pas manqué d'indiquer les procédés les plus capables d'adoucir une aussi brusque évolution.

Dans un discours du trône imaginaire que le *Globe* plaçait dans la bouche du roi Louis-Philippe le jour même où ce dernier ouvrait la session parlementaire il est dit (1) : « Les privilèges héréditaires, monuments
« des temps d'esclavage, doivent disparaître. Mes

1. S.-S. ET ENF., *Œuvres*, tome 4, pages 15 et suiv. *Globe* du 23 juillet 1831. Ce discours est la synthèse d'articles du *Globe*.

« ministres vous proposeront l'abolition de l'hérédité de la pairie qui préparera les esprits à la suppression graduelle de toutes transmissions héréditaires des avantages sociaux. »

Plus loin le discours décrète l'abolition des majorats et des substitutions. « Mon ministre du Commerce vous proposera l'abolition des majorats et des substitutions ; il vous présentera un projet de loi relatif à la réforme du Code hypothécaire et à la mobilisation du sol, qui aura pour effet de faire disparaître le caractère féodal dont les lois qui régissent la propriété sont encore empreintes... »

Le budget sera élevé de plus d'un milliard. On supprimera la dotation de l'amortissement qui sera employée à faire disparaître des impôts odieux : l'impôt du sol et la loterie.

Mais voici la page capitale :

« Je vous propose de consacrer une somme annuelle de 40 millions à fonder par toute la France de vastes écoles où les enfants de cette classe (la plus pauvre et la plus nombreuse) recevront une éducation morale, scientifique et industrielle, conforme à leurs degrés divers de capacité. Une autre somme de 40 millions sera consacrée à doter des banques qui leur fourniront des capitaux au sortir de ces écoles. Cette dépense de 80 millions sera couverte par un impôt progressif sur les successions et par la suppression de l'hérédité en ligne collatérale. »

Le discours conclut en déclarant qu'il faut diminuer le budget énorme perçu par l'oisiveté sur le travail et en annonçant un projet de loi pour la baisse de l'intérêt en matière de crédit public et en matière de crédit privé.

Ces diverses mesures sont curieuses à deux points de vue. D'une part elles constituent une importante concession que fait le rêve saint-simonien à la réalité. Les apôtres sont obligés de discuter, de compter avec la raison et de ne plus espérer autant dans l'efficacité de l'enthousiasme religieux. D'autre part, les réformes demandées sont très modérées et ont ceci de remarquable qu'elles ont pour la plupart, été réalisées ou fait l'objet de tentatives de réalisation.

Nous ne parlerons point de la suppression de l'hérédité de la pairie sur laquelle nous nous sommes étendu au chapitre précédent et nous nous demanderons immédiatement si les Saint-Simoniens ont été particulièrement avisés en réclamant l'abolition des majorats et des substitutions ? En ce qui concerne les substitutions il y a lieu de s'étonner de cette demande, car jamais institution n'a été plus attaquée par les économistes et les hommes d'état. La monarchie les avait combattues par les ordonnances d'Orléans (janv. 1560) de Moulins (fév. 1566) et de 1747. La loi du 14 novembre 1792 les avait abolies et le Code ne les a admises qu'avec une prudence telle

qu'elles ne peuvent que difficilement engendrer des abus. On s'explique mal, comment, dans ces conditions, les Saint-Simoniens eurent l'idée de placer la suppression de cette institution parmi les réformes urgentes ; on se l'explique d'autant moins que l'opinion publique n'envisage pas d'un mauvais œil les substitutions puisque la jurisprudence s'est souvent efforcée avec succès de tourner l'article 896.

La demande tendant à la suppression des majorats se conçoit davantage. Le majorat, affirmation solennelle du droit d'ainesse, crée sur une grande échelle ce que le Play appelle la famille-souche et renforce cette hérédité dont le Saint-Simonisme demandait la suppression.

Certains ont vu dans cette institution essentiellement aristocratique, un danger au point de vue de la circulation des richesses. Certes, le majorat rend une fortune inébranlable, mais il n'est pas sans présenter quelques avantages. Un certain nombre de familles dans lesquelles se perpétuent des traditions d'élégance, de luxe, de dépenses somptuaires considérables, donnent le ton aux gens riches et les incitent par leur exemple, à dépenser des sommes importantes qui, ainsi qu'on le dit vulgairement font marcher le commerce.

Toutefois, si le nombre des majorats s'accroissait dans une trop forte proportion, il y aurait un intérêt tout particulier à enrayer cette coutume. En France,

cette éventualité en raison de notre caractère national n'a jamais été à craindre et ne le sera probablement jamais car les majorats ne sont plus qu'un souvenir. La loi du 12 mai 1835 avait interdit d'en créer de nouveaux et la loi du 22 avril 1905 (art. 29) en a supprimé les derniers vestiges.

La réforme du régime des hypothèques et la mobilisation du sol rentrent dans la catégorie des mesures à la réalisation desquelles nous aspirons encore. A l'heure actuelle on les étudie de très près en France. Notre régime hypothécaire est compliqué et très coûteux ; il ne protège pas suffisamment les intéressés et entrave incontestablement le développement du crédit foncier. Des lois récentes ont allégé déjà les droits des prêts hypothécaires et en particulier ceux des petits prêts qui auparavant étaient impossibles par suite du taux exorbitant des frais. En outre divers projets envisagent la mobilisation du sol et l'hypothèque sur soi-même mais, liés à la revision du cadastre ils ne sont pas près de voir le jour.

On peut se demander, tout en approuvant l'initiative des Saint-Simoniens, en quoi une modification du régime hypothécaire peut hâter l'avènement du régime social nouveau et la suppression de l'hérédité. Si en effet on peut hypothéquer un bien c'est qu'on le possède à titre de propriétaire, ce qui suppose la continuation du régime social actuel. D'un autre côté, si l'hérédité est supprimée, l'État en re-

mettant une terre à une collectivité ou à un particulier à charge de l'exploiter, devra la lui remettre franche de toutes charges, avec un capital suffisant pour l'exploitation et l'interdiction formelle de contracter des emprunts engageant l'avenir comme les emprunts hypothécaires. Dans ses conditions un régime hypothécaire perfectionné paraît inutile.

En réalité, il y a tout lieu de croire que les Saint-Simoniens agissent empiriquement et ne visaient qu'à atténuer les difficultés que suscitait l'absence de crédit aux petits propriétaires fonciers. Dans leur désir d'atténuer les maux présents ils ne se préoccupaient point exclusivement de présenter des réformes cadrant avec l'idée générale de leur système.

Nous n'insisterons pas sur la demande tendant à supprimer l'impôt du sol et la loterie au moyen des fonds destinés à l'amortissement et détournés de leur destination primitive. Nous nous bornerons à faire remarquer que la loi du 17 mai 1836 a supprimé la loterie.

Nous arrivons maintenant aux mesures dont la tendance est franchement marquée. Les Saint-Simoniens réclament 40 millions pour la création de vastes écoles et 40 millions pour fournir aux élèves des dites écoles des capitaux à leur sortie.

L'éducation a toujours tenu une grande place dans les préoccupations de l'école. C'est la clef de voûte de l'édifice. Les apôtres de la religion nouvelle compre-

naient que la régénération complète des adultes était impossible. On vit bien dans le phalanstère de Ménilmontant des disciples héroïques appartenant aux meilleures classes de la société cirer les bottes de la communauté ou gratter les parquets de l'immeuble. Mais de tels dévouements ne sauraient être communs. L'homme ne se dépouille jamais des habitudes acquises durant son enfance ; d'invincibles dégoûts l'écarteront de certaines tâches. En voulant forcer sa volonté on en fait un paresseux ou un révolté. Il faut donc s'emparer de l'enfant, cire molle que l'on peut façonner à son gré.

Cette conquête sera pleine et entière le jour où la doctrine ayant définitivement triomphé, l'hérédité sera définitivement abolie (1). A sa naissance, l'enfant est comme un orphelin, puisque l'État limite étroitement l'action de ses parents, et doit s'adresser à l'État qui en accroissant ses droits s'est également chargé de nouveaux devoirs. L'État se substitue aux parents et donne aux enfants une bonne éducation tout en leur garantissant pour l'avenir une situation acceptable.

Cette éducation aura pour objet de leur inculquer la doctrine saint-simonienne dont ils doivent être les gardiens et de les mettre à même de rendre des services à la communauté. Elle se divisera en deux

1. Voir Chap. VI.

parties, conformément aux idées de Saint-Simon (*Organisation sociale*, note du 2^e fragment) (1) savoir : l'éducation proprement dite et l'instruction.

« Le perfectionnement de l'éducation proprement dite est plus important pour l'accroissement du bien-être social que celui de l'instruction. » L'éducation proprement dite forme le véritable Saint-Simonien rempli de charité et de vertu. L'*Exposition* n'a jamais déterminé, d'une façon précise, de quelle manière on formerait cet être idéal, comment on lui inculquerait cette abnégation, ce désintéressement indispensables au bon fonctionnement de la société nouvelle. Transon (2) avoue que la chose présentera quelque difficulté. Il est d'ailleurs difficile de porter un jugement sur l'efficacité de cet enseignement puisque les chefs de la religion n'ont jamais eu l'occasion d'appliquer leurs idées sur ce point.

L'instruction que Saint-Simon oppose à l'éducation proprement dite et que Transon appelle : l'éducation spéciale, a pour but de cultiver les vocations particulières (3).

Chacun, dans la société saint-simonienne, peut en effet suivre la carrière qui lui convient. Les avantages de la naissance étant supprimés en même temps que l'héritage, chacun d'autre part recevant la même

1. S.-S. ET ENF., *Œuvres*, t. 39, p. 122.

2. S.-S. ET ENF., *Œuvres*, t. 44, p. 238.

3. S.-S. ET ENF., t. 44, p. 256.

instruction morale, scientifique et industrielle, rien ne peut contrarier les vocations des citoyens. Des concours successifs permettront sans doute de jauger la valeur des candidats et de rejeter vers les positions inférieures ceux dont les facultés ne seraient pas à la hauteur de leur tâche.

Remarquons ici encore que ce programme est devenu presque en entier celui de notre époque. De grands sacrifices ont été consentis pour le développement de l'instruction primaire et de l'éducation professionnelle. Nous pouvons même constater à ce propos l'abîme qui sépare la réalité du rêve. Nous versons des sommes bien supérieures à celles que fixaient les Saint-Simoniens et cependant nous sommes bien loin du résultat qu'ils s'étaient imaginé.

Le monde n'a pas recouvré une nouvelle jeunesse et quelques pessimistes murmurent déjà que cette belle pensée n'a abouti qu'à une véritable faillite.

A la sortie de l'école, les jeunes gens imprégnés des idées saint-simoniennes reçoivent des capitaux qui leur permettront de se tirer d'affaire en attendant que l'État prenne à sa charge le besoin de toute la production. Des banques spéciales seront dotées chaque année de 40 millions qu'elles distribueront ensuite aux intéressés. Comment distribueront-elles ces fonds? Comment ce capital sera-t-il rétribué? Aucune réponse précise n'est apportée à ces questions ?

Une pareille incertitude est dangereuse car elle favorise étrangement l'arbitraire. Si la distribution des fonds n'est pas minutieusement réglée par les lois, des abus se produiront inévitablement. L'argent donné par l'État deviendra une riche proie que l'on s'efforcera d'obtenir par l'intrigue autant que par le mérite. Dans quelle proportion d'ailleurs sera-t-il partagé? Si les parts sont trop petites, l'effet obtenu sera nul, si elles sont trop grandes d'innombrables protestations s'élèveront. Trouvera-t-on même un nombre suffisant de prêteurs pour épuiser le crédit annuel. Cette question n'est pas aussi paradoxale qu'elle en a l'air. En France par exemple, les lois de 1894 et de 1899 sur le crédit agricole ont mis à la disposition de l'agriculture des millions qui sont loin d'être entièrement utilisés.

Quant aux ressources correspondant à ces dépenses, les Saint-Simoniens ne sont pas embarrassés pour les trouver. On élèvera le budget. On créera de nouveaux impôts; les dépenses militaires seront supprimées puisque la doctrine apporte la paix au monde.

Parmi ces ressources les Saint-Simoniens ont tout particulièrement en vue, en attendant mieux, celles produites par la suppression de l'hérédité en ligne collatérale et par l'établissement d'un impôt progressif sur les successions, conceptions qui sont tout à fait d'actualité ?

La suppression de l'hérédité en ligne collatérale possède dans les partis avancés des partisans assez nombreux dont les efforts n'ont point encore triomphé. Leur but n'est pas en général de supprimer radicalement l'héritage en ligne collatérale mais de réduire le nombre des héritiers de ce genre ; on retranche ainsi à des personnes souvent sans relations avec le défunt un avantage que la communauté peut revendiquer avec plus de raison. C'est grâce, somme toute, à la collectivité que le défunt a pu acquérir ses richesses ; en revanche quelles obligations pouvait-il avoir à l'égard de cousins au dixième degré dont il ignorait peut-être l'existence. N'est-il pas juste qu'à partir d'un degré que la raison fixera, les parents du défunt n'héritent plus.

En attendant la stricte application de ce principe on frappera les successions de taxes de plus en plus élevées et progressives. C'est le système qu'ont établi en France les lois de finances du 25 février 1901, du 30 mars 1902 et du 31 mars 1903 (1). Il existe également en Angleterre.

Il ressort des considérations qui ont déterminé le vote de ces lois que de plus en plus, l'impôt cesse d'être considéré comme une rétribution pure et simple des services rendus par l'État. De plus en plus

1. BOUCARD et JÈZE. *Cours élémentaire de science des finances*. Girard et Brière, 1904, pages 324 et suiv.

l'impôt devient la somme demandée à l'État en accomplissement du devoir de solidarité sociale. N'est-ce pas l'application directe de la doctrine saint-simonienne et la transformation visible de l'État-gendarme en État-providence. On a même parfois argué d'un droit supérieur de l'État pour légitimer les droits de mutation. « Le droit de mutation, a-t-on dit (1),
« est le prélèvement d'une fraction du capital au
« profit de l'État qui assure à chacun le droit de dis-
« poser des biens dont l'État a été le *propriétaire*
« *primitif* et de les transmettre dans l'ordre exprès
« ou présumé de ses affections ou de ses préférences. »

Quoi qu'il en soit, l'impôt progressif sur les successions a pris une place très importante dans notre législation financière. En 1902, il rapportait 218 millions de francs, ce qui n'a rien d'extraordinaire quand on songe à l'élévation de son taux qui varie suivant le degré de parenté entre un minimum de 1 0/0 et un maximum de 20,50 0/0.

Seulement le produit de cet impôt n'est pas affecté au but que se proposaient les Saint-Simoniens. Les charges du budget rendent de plus en plus difficile une expérience dans le genre de celle qu'ils préconisaient et le budget de la guerre qu'ils croyaient

1. L'avocat général DE LA DAUME. Paris, 13 mars 1855.
Cité par BOUCARD et JÈZE.

pouvoir aisément supprimer constitue le plus lourd fardeau infligé aux nations.

Les Saint-Simoniens réclamaient encore un projet de loi pour la baisse de l'intérêt en matière de crédit public et en matière de crédit privé. C'est la vieille erreur du mercantilisme qui s'imaginait pouvoir diminuer par un acte d'autorité le taux du loyer de l'argent. Ce fait montre une fois de plus l'inexpérience économique des Saint-Simoniens et leur médiocre connaissance de l'histoire. Une mesure de ce genre nous reporte au moyen âge et l'on s'étonne même de la voir revenir sous la plume d'Adam Smith. A plus forte raison peut-on s'étonner de la voir soutenue par les disciples de Saint-Simon qui n'a cessé de proclamer la puissance du crédit.

Telles sont brièvement résumées les mesures transitoires qui, selon les Saint-Simoniens, devaient adoucir le passage du régime individualiste au régime de l'association intégrale. Il faut reconnaître que plusieurs des idées émises par les Saint-Simoniens sont vraiment intéressantes.

Audacieuses à leur époque, elles nous paraissent maintenant naïves et démodées. Ne nous flattons pas cependant que les nôtres ne vieilliront pas et ne soulèveront pas la pitié méprisante de nos descendants.

CONCLUSION

Qu'est-il advenu du plan des Saint-Simoniens ? Son succès a été médiocre pour les raisons que nous avons indiquées au cours de cette étude. L'amour de l'homme pour les enfants appelés à lui succéder et les difficultés d'une réorganisation sociale complète s'opposent à l'avènement de l'association universelle.

De nos jours, la tendance conservatrice de la propriété et de l'hérédité s'est accentuée même dans les partis avancés. La petite propriété, loin d'être attaquée, est défendue avec ardeur par les adversaires du capitalisme et l'on s'attache à la multiplier.

La création du bien de famille, du home-stead, est à l'ordre du jour. La propriété inspire à l'homme

des idées d'ordre et d'économie. Il s'attache passionnément à cette terre qui porte visibles les marques de son travail et celles du travail des générations qui l'ont précédé.

Cet amour de la terre si profondément ancré dans l'âme du paysan, on voudrait aussi le faire naître chez l'ouvrier auquel fait souvent défaut la stabilité du foyer. On voudrait le rendre propriétaire de la maisonnette qu'il habite et du coin de jardin qu'il cultive dans ses heures.

Ces idées sont réalisables et bien appropriées à l'esprit de l'époque. Le progrès est une spirale dont il faut suivre les replis. L'ascension est lente mais continue.

Quant à l'harmonieuse société saint-simonienne, elle ne présente hélas, pas plus de chances de réalisation que la République de Platon. Mauvaise chose que s'adresser au cœur pour améliorer les hommes. On se fait entendre d'une élite mais la majorité se tourne vers ceux qui parlent intérêt.

Cependant il est bon que des hommes généreux étalent aux yeux ravis de la foule les plans de la cité future. Cet idéal excite les énergies des penseurs et leurs idées guideront la foule par des chemins de plus en plus unis vers l'horizon doré dont elles se rapprocheront sans cesse sans jamais l'atteindre.

Mais pour évoquer dignement les temps futurs aux yeux de la foule émerveillée, il ne faut pas lui dissi-

muler les jours d'épreuve par lesquels il lui faudra
passer. « De tout temps on gagnera la fortune par
« un rude travail et de tout temps aussi on suera la
« douleur pour acquérir l'amour. »

Vu : le Président de la thèse

DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE

	Pages
CHAPITRE I. — La suppression de l'hérédité dans le Saint-Simonisme	7
CHAPITRE II. — Évolution de la propriété et de l'hé- rédité.	17
CHAPITRE III. — Injustice de l'hérédité.	35
CHAPITRE IV. — Avantages résultant de la suppres- sion de l'hérédité	46
CHAPITRE V. — Les polémiques de presse.	58
CHAPITRE VI. — L'organisation nouvelle	76
CHAPITRE VII. — L'hérédité politique et l'hérédité civile	84
CHAPITRE VIII. — Les mesures transitoires.	99
Conclusion.	113

